

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

Message du Président — President's Message

En cette célébration de la Fête du Travail nous revoyons le même spectacle, celui de la lutte des travailleurs pour leur existence et celle de leurs familles. Il est regrettable de voir que ceci n'est nullement de leur faute, ni même des conditions naturelles du pays dans lequel nous vivons. Lorsque, l'an dernier, à l'occasion de la Fête du Travail, j'adressais mon message aux travailleurs organisés, j'espérais que les conditions changeraient pour le mieux, mais, hélas, nous devons admettre que nous ne sommes guère dans une meilleure situation que l'année dernière.

Au cours de cette année, le mouvement ouvrier a eu à subir la douloureuse perte d'un de ses plus dévoués militants dans la personne du confrère Frank McKenna, vice-président de la Fraternité des Wagonniers de chemins de fer d'Amérique, et sa perte a été vivement ressentie par tous les membres en général.

Plusieurs de nos officiers locaux ont eu à répondre à l'appel du dernier repos et nous désirons exprimer à leurs familles nos plus sincères sympathies.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil des Métiers et du Travail a continué ses activités dans le but d'obtenir de la législation pour l'amélioration du sort des travailleurs et il nous fait plaisir de noter que différentes lois sociales ont été adoptées par nos parlements provincial et fédéral. Nous espérons que nos gouvernements continueront d'accorder aux travailleurs la législation qu'ils réclament depuis de nombreuses années.

Nous aurons cette année deux importantes conventions d'unions internationales, celle des Wagonniers de chemins de fer d'Amérique et celle de l'Union Typographique Internationale. En cette circonstance, de nombreux délégués des Wagonniers nous honoreront de leur présence à notre grand ralliement. A ceux-là nous désirons leur souhaiter la plus cordiale bienvenue et nous espérons qu'il en résultera beaucoup de bien pour le mouvement ouvrier montréalais.

L'occasion se présente pour nous permettre de remercier les officiers et les membres du mouvement ouvrier international de cette ville pour leur coopération sincère et dévouée au cours de l'année écoulée et nous espérons que cette nouvelle année ouvrière marquera une amélioration sensible dans l'intérêt de nos membres en particulier et des citoyens en général.

Notre plus grand désir est que tous les ouvriers organisés participent à la célébration de la Fête du Travail qui a été instituée pour commémorer la force du Travail et démontrer aux pouvoirs gouvernants la valeur que représente notre mouvement lorsque nous faisons des demandes pour l'amélioration des conditions de la masse.

Avec la coopération entière de toutes les sections du Travail organisé nous espérons voir le jour où tous les travailleurs et leurs dépendants se réjouiront des conditions établies comme résultat de nos efforts.

N'oublions pas que la Fête du Travail est la fête des travailleurs et que tous doivent en profiter pour démontrer leur solidarité. Nous devons nous rappeler que sans l'effort concerté il n'y a point de succès possible.

Labor Day is here again and finds the workers still struggling for their existence and that of their families. It is regrettable to see such hardship brought about by no fault of theirs nor of the natural condition of the country we are living in.

When we last met on the memorable Labor Day of 1934 we had hopes that conditions would change for the better but we are very sorry to greet our membership this year in about the same position as they were one year ago.

During the last year the labor movement was again affected by the loss of one of its most able leaders in the person of Brother Frank McKenna, Vice-President of the Brotherhood of Railway Carmen. Brother McKenna had the esteem of all members of Organized Labor who knew him and his loss has been greatly felt by the membership in general.

Several of our local officers and active members have also gone for the last rest and to their families we wish to convey our most sincere sympathies.

The Trades and Labor Council continued its untiring efforts to obtain legislation for the betterment of the workers and we are pleased to note that several social laws were adopted by our Provincial and Federal Governments and we sincerely hope that our

Governments will continue to grant the workers the much needed legislation which they have been requesting for several years past.

This year our city is being favored by the convention of two of our important International Unions: the Brotherhood of Railway Carmen of America and the International Typographical Union. We are honored, by the presence amongst us, of the delegates to the convention of the Brotherhood of Railway Carmen and we wish to extend to these brothers a most hearty welcome and hope that their stay amongst us will be most pleasant and will result in much good for the labor movement of this city.

We cannot let this occasion go by without thanking the officers and members of the International Labor movement of this city for their sincere and hearty cooperation during the past year and hope that the coming year will bring forth constructive betterments in the interest of our members in particular and the citizens in general.

It is our earnest desire that all organized workers will participate in the celebration of this great Day instituted to commemorate the strength of labor and demonstrate to the governing powers the effectiveness that our movement represents when presenting requests for the betterment of conditions for the masses.

With the solid co-operation of all branches of organized labor we hope to see the day when the workers and their dependents will rejoice at the conditions established as a result of our efforts.

Labor Day has always been chosen as the workers' celebration day, and this year, more than ever, organized workers should demonstrate their solidarity to union principles. It is only by the coordinated effort of men, that we can achieve the real purpose of the international movement.



G.-R. BRUNET
President, Trades and Labor Council
Président du Conseil des Métiers
et du Travail

Fête du travail

Nous sommes au milieu de la plus grande dépression de notre histoire. Les réductions du personnel, le temps court, l'abaissement et les attaques contre l'échelle des salaires sont les conditions dominantes dans l'industrie.

L'avenir de notre industrie est incertain, les gouvernements promettent d'améliorer la situation par moyens de législation, les élections approchent et tous les candidats seront des candidats ouvriers, et les ouvriers voteront sans doute comme par les années passées, rouge ou bleu; pourtant ils devraient comprendre que leur intérêt est de voter pour les hommes qui sont les plus aptes à les représenter et en tout temps pour un candidat ouvrier porteur d'une



JOS. PELLETIER
Secrétaire, Conseil des Métiers
et du Travail.

carte de membre de l'union du métier qu'il pratique.

Quelle que soit l'attitude prise par les gouvernements concernant la réorganisation sociale, nous avons à faire face à la grande probabilité de la diminution des services et autres économies préconisées par les chefs de l'industrie, qui affecteront vitalement les travailleurs.

Les officiers et les comités représentant les ouvriers de diverses industries ont été inlassables dans leurs efforts pour protéger les intérêts des ouvriers et ouvrières. Aucun homme, honnête et intelligent, ne peut nier que sans ces efforts les conditions auraient été plus graves. Nous ne sommes pas encore sortis de la crise et le plus grand appui des ouvriers devrait les aider dans cette lutte. Jamais dans l'histoire de notre organisation une plus grande solidarité ne fut nécessaire, et cependant nous trouvons encore des membres qui quittent nos rangs, et sont des plus apathiques en face d'une telle situation.

Je fais appel à tous ceux qui nous ont laissés. Enrôlez-vous de nouveau dans nos rangs et faites votre part. Assistez vos confrères dans la lutte qu'ils font présentement. Montrons une force unie, maintenant que l'unité et la solidarité sont si fortement nécessaires.

A nos membres, je fais le même appel. Unissez vos efforts pour atteindre 100% d'organisation dans les ateliers et dans l'industrie en général. Donnez à vos officiers et à vos comités la coopération qui soutiendra leur courage, et qui les aidera à conduire les unions ouvrières au succès. Aucun travailleur ne peut rester seul aujourd'hui ou espérer quelque chose en évitant les responsabilités.

Votre coopération la plus active est maintenant plus nécessaire qu'elle ne l'a jamais été. Travaillons pour le bien de tous par l'effort de chacun.

L'ouvrier qui veut se faire respecter a le devoir d'appartenir à l'union de son métier. Il a tort s'il cherche ailleurs.

Aucun travail n'est complètement inutile; c'est une grave erreur de le croire. Alors qu'il semble qu'on travaille en pure perte, et que l'on n'obtienne, dans le présent, aucun résultat, l'effort a son utilité, et, tôt ou tard, produit son effet.

Conseil des Métiers et du Travail de Montréal
Montreal Trades and Labor Council

Officiers — Officers

- G. R. BRUNETPrésident
- J. E. GARIEPYVice-Président
- J. CUPPELLOVice-Président
- Jos. PELLETIERSecrétaire-Correspondant
- J. A. BELLANDSecrétaire-archiviste français
- J. R. MOORESecrétaire-archiviste anglais
- Alphéus MATHIEUSecrétaire-financier
- A. GARIEPYTrésorier
- H. VAILLANCOURTStatisticien
- H. GREGGGuide
- A. ARCHAMBAULTSentinelle

Comité exécutif — Executive Committee

- A. MATHIEUPrésident
- Jos. PELLETIERSecrétaire
- J. CHARRON, J. CUPPELLO, J.-E. GARIEPY
- H. CORRIGAN, R. TREPANIER, J. L. WHITTEY
- H. VAILLANCOURT

Comité de la Fête du Travail — Labor Day Committee

- Hugh CORRIGANPrésident
- R. TREPANIERVice-Président
- J. E. GARIEPYSecrétaire
- C. MIRON, J. PELLETIER, J. CHARRON, H. MASSE, L. THIBAUT

Comité de réception — Reception Committee

- G. R. BRUNET, H. CORRIGAN, J. E. GARIEPY

Vérificateurs — Auditors

- Jos. GIROUX, J.-C. GERMAIN

Conseil des Métiers de la Construction
Building Trades Council

- J. A. CHARRONPrésident
- L. P. BOISSELLESecrétaire-financier
- Pierre LEFEVRETrésorier
- Henry LANDRYSecrétaire-archiviste et correspondant

POUR SORTIR VICTORIEUX

Par J.-E. GARIÉPY, Secrétaire du Comité de la Fête du Travail.

La célébration annuelle de la Fête du Travail ne peut nous faire oublier que depuis plus de cinq années le peuple canadien a souffert de grandes privations. Des centaines de milliers ont cherché en vain du travail. Dans notre ville, plus de 100,000 hommes, femmes et enfants ont été réduits à l'assistance publique, alors que des centaines de milliers d'autres vivent dans la peur constante du même sort. Dans notre vaste Dominion presque toutes les familles ouvrières ont vu leur standard de vie diminuer comme jamais dans l'histoire. Mais, hélas! la crise ne se confine pas seulement à notre pays. Dans presque toutes les contrées l'aspect est le même et les gouvernements semblent ne pouvoir résoudre les problèmes créés par la civilisation moderne.

Depuis le commencement de cette dépression industrielle, les inventions et les améliorations dans les procédés technologiques ont continuellement marché de l'avant. Il en résulte qu'au point de vue purement physique nous pouvons produire suffisamment pour bannir la pauvreté. Toutefois, en dépit de cette suffisance potentielle, la production restreinte tant dans l'industrie que l'agriculture est la règle, alors que la pauvreté dévastatrice et le chômage continuent. Nous avons les ressources naturelles; nous avons la machinerie; nous pouvons produire suffisamment pour tous. Comment se fait-il que nous puissions être réduits à l'indigence avec toutes ces richesses à notre portée?

Des moyens effectifs doivent être trouvés pour faire disparaître l'égoïsme et faire partager par tous cette abondance. La solution à cet ajustement défectueux dans la distribution est un revenu adéquat pour les masses et la sécurité d'emploi. C'est seulement par un pouvoir d'achat mieux équilibré que nous pourrions faire disparaître cette anomalie du besoin au milieu de l'abondance. Pour parvenir à ce but, de nouvelles formes de contrôle social doivent être élaborées, les salaires doivent être relevés et les heures de travail diminuées sensiblement.

L'histoire est là pour nous prouver que les réductions constantes de salaires ou l'abaissement continu du standard de vie des travailleurs, hommes et femmes, n'est pas un remède aux dépressions commerciales; c'est plutôt une cause contributive. Lorsque tous les ouvriers sont au travail, là est le temps de la prospérité générale et le plus les salaires sont élevés, plus longtemps durera la prospérité. Si la dépression se prolonge, c'est dû au fait qu'il y a une course constante vers la réduction continue des salaires, le pouvoir d'achat de tous se trouvant diminué, les roues de l'industrie cessent de tourner et les travailleurs sont jetés sur le pavé. Lorsque le travailleur ne peut produire, on lui dénie la noblesse et la dignité auxquelles il a droit. Lorsqu'on lui enlève l'occasion de travailler pour gagner sa vie, il est dépouillé des droits qui lui appartiennent. Rejeté par l'industrie, sans moyens de subsistance, il ne reste plus rien pour le chômeur que la charité et le dénuement.

Cette célébration de la Fête du Travail ne doit-elle pas nous servir de grande leçon de la nécessité pour les travailleurs de s'organiser plus que jamais en ces périodes critiques. Que font les employeurs? Ne s'organisent-ils

point solidement pour leurs besoins mutuels? Il est également important pour les travailleurs de se prévaloir de leurs droits d'organisation. Une telle organisation de ceux qui peinent manuellement est essentielle si nous voulons que justice soit rendue à tous. Il est bon de se rappeler ce que le grand chef de la Fédération Américaine du Travail, Samuel Gompers, déclarait: "Je suis jaloux de ce que le mouvement ouvrier ne perde jamais son caractère de grande croisade pour la justice humaine."

On se demande encore de toutes parts combien de temps durera cette dépression qui jette la consternation dans les rangs du Travail organisé. Des facteurs de discorde cherchent à influencer les ouvriers pour les faire recourir à la violence pour mettre un terme à cet état de choses. Les ouvriers qui ont le respect des lois ne se laisseront pas convaincre par des discours incendiaires, car ils savent fort bien que le recours à la violence amènera inévitablement une perturbation générale qui sera plus néfaste que la présente crise industrielle.

Le Travail organisé a toujours préconisé l'accord entre le Capital et le Travail suivant les principes de l'équité. Ceci ne nous empêche pas, toutefois, de revendiquer hautement nos droits, de réclamer du travail pour donner la

subsistance à nos familles que nous avons pour premier devoir de nourrir.

Ce n'est pas en faisant des démonstrations tapageuses et par des appels à la violence que les ouvriers parviendront à résoudre les problèmes qu'a suscités la crise et les conditions sociales de notre époque. Ce qu'il faut, c'est du raisonnement et une étude approfondie des conditions industrielles et économiques. C'est en se basant sur les résultats de l'expérience pratique que le Travail organisé entend solutionner le problème du chômage.

Le Travail organisé se doit de chercher à éclairer l'opinion publique sur les problèmes de l'heure s'il veut remporter la victoire. Il l'a déjà fait, en maintes circonstances, et on lui doit la législation sociale qui a été adoptée depuis un demi-siècle par les diverses provinces et par le gouvernement fédéral. On est bien forcé de reconnaître que, sans le Travail organisé, qui a contribué dans une très large mesure à former une opinion favorable à la législation sociale, nous ne verrions pas figurer dans nos statuts des législations comme la loi des pensions du vieil âge — dont nous ne partageons pas encore les fruits dans le Québec, cependant — l'assurance-chômage, la loi des salaires minimum et enfin toutes les lois adoptées par nos divers Parlements sous la poussée de l'opinion créée par les efforts du Travail organisé.

En ce jour de la Fête du Travail oublions donc toutes nos tribulations pour nous rappeler que nous sommes membres de cette grande fraternité humaine.

Unissons-nous davantage, resserrons nos rangs afin de rendre le mouvement international de plus en plus fort, pour que, lorsque reviendra la prospérité, comme est venue la dépression, nous soyons en état de reprendre notre place qui nous appartient au sein de la société.

Nos progrès ne sont peut-être pas foudroyants, mais chaque année nous apporte des compensations notables.



J.-E. GARIÉPY
Secrétaire du Comité de la Fête
du Travail

des aliments consommés en ce pays qui se traduiront par une plus large mesure de santé et de bonheur. Il est triste de constater que les cultivateurs ne peuvent gagner convenablement leur vie, à cause de la saturation des marchés des produits alimentaires; d'autre part, quiconque s'intéresse à la santé de la nation s'inquiète profondément de l'existence générale d'un bas niveau d'alimentation. Ce qui est vrai pour le Canada l'est davantage pour la plupart des pays européens et pour toute l'Asie. Le fond du problème ne réside pas dans la surproduction des produits alimentaires, mais plutôt dans le nombre insuffisant de gens en mesure d'acheter la nourriture dont ils ont besoin. Pour la plupart des gens, c'est un paradoxe évident que de restreindre la production agricole dans un monde rempli de bouches affamées. Le premier besoin du travailleur est un approvisionnement suffisant de bonne nourriture pour lui-même et pour sa famille et une augmentation dans la consommation mondiale d'aliments qui, en ramenant la prospérité à la classe agricole, contribuerait grandement à résoudre le problème du chômage industriel. Le commerce international ne peut reprendre un essor durable ni ne peut-il y avoir de fondement stable du commerce intérieur tant que le pouvoir d'achat de la population agricole n'aura pas été rétabli, par une augmentation des prix ou par une augmentation des ventes, ou par les deux à la fois, ce qui procurerait un marché de plus en plus grand pour le rendement des industries manufacturières.

Récupération et progrès.

Presque chaque jour nous sommes témoins de nouveaux records de vitesse ou de quelque prouesse d'endurance, d'envoies autour du globe et d'expéditions au fond des mers. Mais la marche du progrès humain ne se borne pas aux choses matérielles. La diffusion de l'instruction et de l'entraide est plus prononcée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. Le commun des gens, l'homme moyen, discute aujourd'hui l'écroulement imminent de la civilisation, ce que ses devanciers d'il y a vingt ans ne faisaient pas. N'est-il pas permis de se demander d'où provient un tel état d'esprit et de chercher la réponse? Il ne sert de rien de répéter que la civilisation a reçu son coup de mort ou que tout soit attribuable à l'effondrement du régime capitaliste actuel, ou à rejeter la faute sur le régime démocratique, ni même sur les gouvernements du jour. J'incline plutôt à croire que le déséquilibre économique de l'heure présente vient du choc de transformations frappantes et gigantesques à travers le monde, surgissant avec une soudaineté kaléidoscopique, à une époque où les peuples de nombreuses nations sont affolés par les privations et sont encore affaiblis sous le coup de la Grande Guerre.

Employeurs, chômeurs et malaise ouvrier.

Dans le passé, le Canada s'est enorgueilli, par sa publicité dans les Iles Britanniques et les pays européens, d'être un pays où la main-d'œuvre peut prospérer, où hommes et femmes peuvent vivre dans des conditions convenables et hygiéniques, qui leur permettent d'élever leurs enfants avec dignité. Ayant ceci à l'esprit, on a beaucoup parlé de la défense des "normes ouvrières", mais les codes officiels et autres mesures législatives nous ont fait payer chèrement ces normes dans certains cas, surtout dans les métiers du bâtiment. Ceci étant acquis, le patron qui abuse délibérément de cette protection, n'est pas un bon Canadien et n'aide ni les affaires ni le Canada.

L'"écumeur" en affaires, l'employeur qui profite de la crise et de l'impuissance d'un homme privé de travail pour payer des salaires de famine n'aide pas les affaires. Il nuit plus au régime capitaliste que tous les communistes mis ensemble. Le patron de cette espèce rend plus difficiles les affaires honnêtes, retarde les progrès de la reprise économique et sème le mécontentement et le malaise dans le monde des affaires et de l'industrie du Canada.

La politique, industrie florissante.

Depuis quelques mois surtout, la formation des partis politiques dans ce Dominion, compte parmi les industries les plus florissantes.

La masse de la population canadienne paraît déterminée à avancer plutôt qu'à attendre patiemment la fin de la crise et de la perturbation économiques qui durent depuis sept ans. L'humanité n'a progressé qu'à force d'efforts et au prix de pitoyables bévues.

A cette heure de l'histoire du monde, alors que les masses populaires ont à lutter

(Suite à la page 3)

Revue des conditions ouvrières

Par P.-M. DRAPER, Président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Le chômage se fait encore péniblement sentir.

La Fête du Travail de 1935 tombe à un moment où s'impose plus que jamais un inventaire annuel des affaires intéressant les travailleurs industriels. Malgré les améliorations de ces deux dernières années, la tragédie du chômage, il est pénible de le constater, est encore avec nous. Tant qu'elle existera, elle exigera de toute nécessité l'attention la plus vigilante et personne qu'intéresse le bien-être de ses concitoyens ne peut envisager la situation sans de graves craintes, aussi longtemps qu'il restera un travailleur à placer.

Répartition équitable des bénéfices industriels.

L'adoption de plusieurs mesures tendant à l'amélioration du sort économique de la main-d'œuvre et des masses en général — l'assurance-chômage, le repos hebdomadaire, la journée de huit heures, le conseil économique et autres mesures analogues — réalisent les principes formulés constamment depuis un demi-siècle par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Quoique seul le temps permettra d'analyser à fond les avantages que ces mesures apporteront aux travailleurs, leur effet ne peut être que bienfaisant. Je tiens à souli-

gner ce point: ce sont les syndicats qui les premiers ont créé l'opinion nécessaire à l'acceptation de ces diverses mesures par le peuple. La leçon qu'on en peut tirer est claire: Il faut que les syndicats continuent à mettre sous les yeux du public les besoins des travailleurs, afin de créer l'atmosphère dans laquelle nos législateurs établiront les lois progressivement bienfaisantes dont les masses ont constamment besoin.

Toutes les classes de la population conviennent du fait que le chômage constitue encore aujourd'hui notre problème primordial, problème qu'il faut résoudre avant que la collectivité puisse goûter un semblant de prospérité. Les lois votées à la dernière session pour une large part ont posé les fondements d'une répartition équitable des profits de l'industrie, mais dans l'ensemble, nos diverses législatures, fédérale et provinciales, n'ont pas trouvé la solution durable du problème de la pénurie des emplois. Grâce à des programmes de travaux publics, les gouvernements ont créé un vaste marché du travail, marché qui s'imposait absolument dans les années que nous avons traversées, mais ces programmes n'ont en aucune façon fourni du travail à tous les ouvriers et, au mieux, ils ne revêtent qu'un caractère provisoire. L'industrie privée a jusqu'ici constitué la source la plus importante de travail pour

les ouvriers et, d'après ce qu'on puisse prédire l'avenir immédiat, cette situation doit se continuer. Jusqu'à présent, les emplois créés par l'industrie privée ont été l'oeuvre de l'initiative privée. En soulignant l'impuissance où les gouvernements ont été de trouver le remède au chômage, il importe également de noter que l'initiative privée n'a pu offrir d'occasions d'emploi. Lorsque les temps favorisent l'abondance d'emplois, la sphère d'activité des syndicats se borne à assurer une répartition plus équitable des profits de l'industrie où ils sont occupés. Etant donné l'impossibilité où se sont trouvés d'autres puissants intérêts de fournir les emplois nécessaires, on a songé que les syndicats ouvriers pourraient fort bien vouer leur attention à ce domaine et aviser à quelque moyen d'exploiter plus en grand nos ressources naturelles en vue de créer des emplois et d'augmenter la richesse du Canada, dans le dessein particulier de satisfaire amplement les besoins des moins fortunés.

Santé, alimentation et niveau d'alimentation.

Au Canada, le niveau d'alimentation de la majorité de la population est probablement plus élevé que partout ailleurs, sauf dans quelques parties de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Cependant, personne au courant des conditions de vie dans les quartiers les plus pauvres des grandes villes, et même dans les régions rurales, ne niera le besoin d'une vaste augmentation dans la quantité, la qualité et la variété

"LABOR OMNIA VINCIT"

Par OMER FLEURY, Président, Comité général de la Fête du Travail, Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis.



CAMILLIEN HOUDE
Maire de Montréal

Son Honneur le Maire de Montréal

Des meilleurs vœux aux ouvriers de la ville de Montréal à l'occasion de la Fête du Travail

BEAU CONGRES

Le congrès annuel de la Fraternité des Wagonniers continue ses fort intéressantes séances d'étude au milieu du plus bel entrain. Les officiers et délégués montrent une habileté peu ordinaire et une connaissance approfondie des règles de la procédure au cours de la discussion des si sérieux problèmes à l'ordre du jour.

Ce titre peut toujours être employé dans les articles que nous publions au sujet du mouvement ouvrier. Toujours il a été un mouvement de lutte et de travail. Les sacrifices et les efforts de ses adhérents n'ont jamais été et ne pourront jamais être comptés, et encore moins appréciés, car la plus grosse partie du travail est faite à l'insu du plus grand nombre des travailleurs.

Il y a eu certaines périodes dans la vie du travail organisé qui ont permis de pouvoir plus facilement constater les résultats et la valeur de ces efforts. L'influence numérique et la détermination quasi-unanime de ses membres se faisaient sentir plus vigoureusement et apportaient, plus promptement, à leurs justes revendications, des résultats plus satisfaisants, si non ceux espérés.

Depuis quelques années, il nous a fallu redoubler d'efforts et user de tout notre courage pour essayer de conserver le peu que nous avions obtenu. Nous y avons réussi pour une bonne partie, à cause de la sincérité et du dévouement d'un groupe de membres imbus de principes unionistes, et connaissant, d'une manière parfaite, la mission et le rôle qu'ils ont à remplir durant cette période difficile de la vie ouvrière.

En ce grand jour de Fête des Travailleurs, nous ne craignons pas de dire à nos gouvernements et à la société en général que les unions ouvrières internationales, par leur principe de justice et de modération, ont contribué, pour une large part, dans notre pays, au maintien de l'ordre et de la paix depuis leur fondation, et particulièrement durant cette période de dépression.

Aux ouvriers sans exception, si vous réfléchissez un peu et envisagez bien votre situation sociale, vous constaterez que notre principe d'unir les travailleurs dans une vaste et puissante organisation ouvrière sera le seul moyen de vous donner cette force qui saura commander fermement le bon sens et la justice.

Ouvriers qui chaque année êtes témoins de cette manifestation pacifique ouvrière, prenez la ferme résolution de faire vous

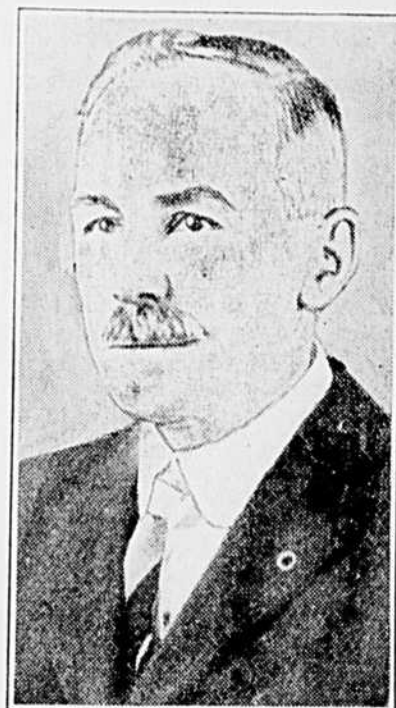
aussi votre part pour aider à améliorer vos conditions actuelles, celles des vôtres et de la société en général, en vous enrôlant dans cette grande famille ouvrière qui ne cesse de travailler pour aider ceux qui ont le plus souffert durant cette cruelle période que nous traversons. Souhaitons que nos appels réitérés soient mieux entendus dans l'intérêt de tous!

REVUE DES CONDITIONS OUVRIERES
(Suite de la page 2)

âprement contre des problèmes complexes et exaspérants, la détermination de ne pas avoir de cesse dans l'espoir de trouver une solution satisfaisante est leur objectif principal. Depuis l'aurore de la civilisation, il n'y a pas de progrès que n'ont pas précédé de graves luttes d'un caractère universel. Les inventions, jointes à l'usage d'outils perfectionnés par la technique, ont transformé de façon durable les moyens de gagner sa vie. L'existence même d'individus et de nations semble tenir à une continuité d'adaptation à des conditions sans cesse en évolution. L'impuissance à nous adapter à des modes de vie différents ou à une nouvelle ambiance, surtout dans les domaines de l'activité économique et industrielle, trahit un manque de vitalité humaine susceptible à la longue d'aboutir à la stagnation et à la décadence.

La population déprimée et la dictature.

La continuation d'une dépression telle que celle que nous traversons a un sens qui dépasse la souffrance qu'elle crée. Une population déprimée, manquant de perspective, peut mener à la dictature comme dans plusieurs pays d'Europe. Nous avons échappé jusqu'ici à cette tendance au Canada, mais les syndicats ouvriers doivent constituer le rempart contre lequel viendra se briser l'essor de toute idée de cette espèce chez nous. Le préservatif le plus sûr est le retour à des conditions se rapprochant plus de la normale, et si la pensée syndicale peut aider dans cette voie, elle s'avèrera une fois de plus la gardienne des intérêts du peuple.



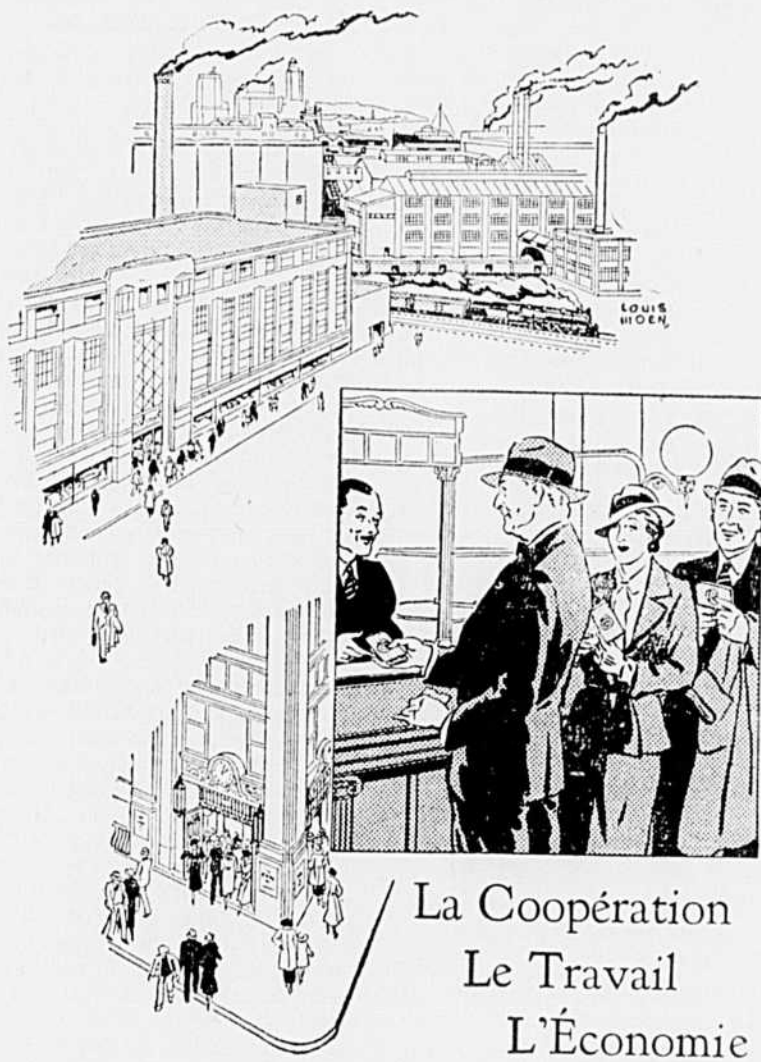
HON. C.-J. ARCAND
Ministre du Travail

Je suis heureux, à l'occasion de la Fête des travailleurs, de présenter mes meilleurs vœux de succès à mes confrères unionistes.

Au cours de cette année, la classe ouvrière a souffert à la suite des temps difficiles que nous avons à traverser; ses sacrifices et son respect de l'ordre ne seront pas vains, et la prospérité qui s'annonce sera la récompense.

LE CHARBON AU CANADA

Des données intéressantes l'industrie du charbon et du coke publiées récemment par l'Office national de la Statistique indiquent que le rendement des mines de charbon canadiennes en avril s'est élevé à 881,661 tonnes, à rapprocher de 814,578 en avril 1934 et de 807,339 tonnes, la moyenne du mois pour les cinq dernières années. Furent extraites dans le mois envisagé, 687,536 tonnes de charbon bitumineux; 34,928 tonnes de sous-bitumineux; et 159,197 tonnes de lignite.



**La Coopération
Le Travail
L'Économie**

sont les facteurs essentiels de tout retour de prospérité.

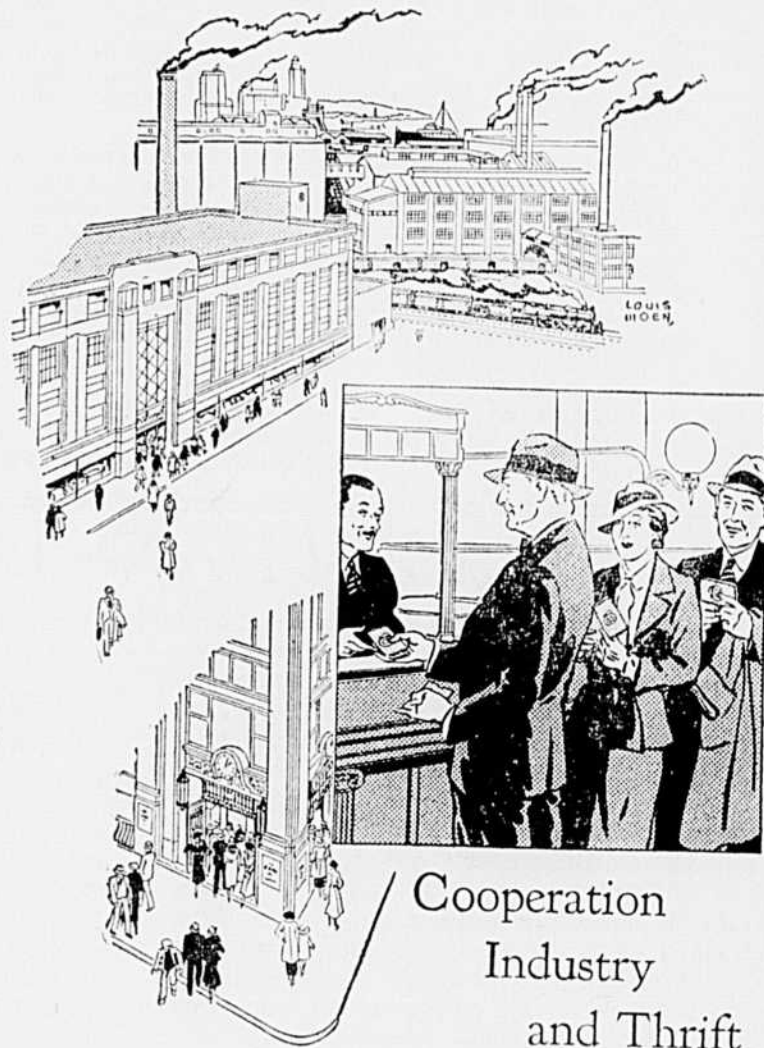
**LA BANQUE D'ÉPARGNE
DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL**

FONDÉE EN 1846

Coffrets de sûreté à tous nos bureaux. :: Service de "La garde des titres" au Bureau Principal.

5525

SUCCURSALES DANS TOUTES LES PARTIES DE LA VILLE.



**Cooperation
Industry
and Thrift**

are essential factors in the return of prosperity.

THE MONTREAL
**CITY & DISTRICT
SAVINGS BANK**

ESTABLISHED IN 1846

Safe-keeping service at Head Office :: Safety deposit boxes at all Offices

BRANCHES IN ALL PARTS OF THE CITY

5525

Incompatibilité de l'individualisme au bien-être de l'ouvrier

Le travailleur est le solide pilier sur lequel s'appuie le bien-être de la nation, et son labeur qui incarne la noblesse d'un devoir accompli la source où elle puise son confort doit recevoir une plus grande appréciation qu'une simple commodité offerte au plus haut enchérisseur, mais regrettablement le véritable rôle de l'ouvrier comme partenaire dans la production des richesses fut trop méconnu dans le passé, quoiqu'il soit au plus haut degré intéressé au maintien et succès de l'entreprise qui l'emploie puisque l'existence et le confort de son foyer entièrement dépend des fruits de son labeur, indiscutablement aussi l'intensité, et la rapidité des transformations techniques, et découvertes scientifiques appliquées à la production depuis plusieurs années, ont servi aux fins et bénéfices des plus favorisés par la fortune, et les ouvriers en ont malheureusement hérité le chômage actuel. Tandis que l'ensemble des individus dans la société devrait davantage profiter de la multiplication des richesses produites, la cupidité du grand désir de possession de certains, et l'avidité des profits exorbitants ne devraient pas faire oublier que l'ouvrier doit être considéré comme un être humain faisant partie de la société, et non pas comme une machine devant servir aux besoins de celle-ci et devant être mise au rancart lorsque son usage n'est plus désiré ou nécessaire, car les industries doivent primordialement opérer pour servir aux besoins de la société et celui qui travaille et parfois risque d'être exterminé pour le maintien et la sauvegarde de notre société, a le droit d'y appartenir à juste titre, et de bénéficier des progrès accomplis qui peuvent servir à l'amélioration de son standard de vie et lui permettre ainsi qu'à sa famille une ambiance de développement intellectuel, de bonheur et de santé.

En présence de la pénible situation actuelle la tragique histoire des petites propriétés perdues, qui bien souvent représentaient les épargnes entières économisées au prix d'une longue vie de dur labeur, les problèmes troublants de notre jeunesse, la maladie, les privations, et le découragement des travailleurs, pouvons-nous rester indifférents à la prétention que la crise présente et son cortège de chômage sont la liquidation des erreurs commises dans le passé par la cupidité exagérée de certains profiteurs, et avant que l'expérience nous éclaire au prix de bouleversements désastreux nous devons faire appel auprès des économistes et sociologues avertis, courageux et capables d'indépendance afin d'opposer leurs doctrines de raisonnement logique aux formules abstraites et pétries d'intérêts, de l'outrance individualiste de ceux pour qui l'intérêt personnel est la loi suprême qui doit régir toutes les activités de notre système économique, quoique indéniablement certains d'entre eux qui proclament le besoin de la concurrence libre en tout et partout paradoxalement ont recours à l'intervention de l'Etat pour obtenir une protection douanière qui leur permet de maintenir un prix de vente sur le

marché local beaucoup au-dessus du prix de revient et ainsi réaliser de fabuleux profits.

Devant l'opiniâtre résistance à toutes innovations de la part d'ambitions démesurées il serait certainement erroné de croire que nos législateurs peuvent immédiatement nous guérir de tous les maux économiques dont souffre présentement l'humanité, cependant sans se laisser bercer par des aspirations illusives ou téméraires, on peut croire qu'à l'exemple du médecin qui obtient la guérison de son patient en facilitant l'opération bienfaisante de la nature par ses remèdes et son bistouri, ils peuvent orienter notre système économique afin d'en permettre un meilleur



L.-A. BEAUDRY

leur fonctionnement en adoptant les mesures nécessaires à parer aux difficultés présentes et aux éventualités de l'avenir. Certes un conseil économique composé d'experts neutres et désintéressés afin d'étudier les ressources et problèmes du pays et faire les recommandations au Gouvernement, peut avoir une grande répercussion favorable à reconditionner notre système économique pour convenir dans un monde qui constamment change rapidement, et diriger l'économie de manière à provoquer une répartition plus équitable des richesses produites, ainsi que donner une orientation à la production afin d'éviter une trop grande abondance non requise et encombrante de certaines commodités et services et pourvoir à l'insuffisance d'autres besoins de l'humanité.

Inévitablement l'intervention de l'Etat dans le contrôle de l'économie soulève de formidables protêts de la part de ceux qui ont recours aux suggestions de l'intérêt, passions, préjugés, etc., pour orienter l'opinion populaire dans la direction qui convient à leurs profits, et prétendent que cette intervention est un coup à la liberté des individus, nonobstant que leur individualisme injustifiable n'a pas le droit d'imposer une aussi terrible affliction qu'est le chômage à la collectivité. L'intérêt personnel, qui est à la base de leurs doctrines,

n'a-t-il pas failli comme facteur d'ordre, d'activité et d'équilibre, ainsi que le prouve indéniablement la perturbation économique actuelle, le mécontentement général toujours grandissant, la faillite de la loi de l'offre et de la demande et le mécanisme des prix qui autrefois sous l'action de cette loi et la concurrence servait de régulateur entre la production et la consommation, est maintenant détruit par l'organisation industrielle et commerciale des capitaines de la finance, la monopolisation et la spéculation des trusts, aussi l'adoption de réformes progressives n'est pas seulement d'ordre, d'activité et d'équilibre, pour la stabilité de notre système économique. Au nom de la liberté, devons-nous abolir tout contrôle de la conduite des hommes et permettre à celui qui possède des richesses de pouvoir se placer en tyran au-dessus de tous.

Lorsque la croissante complexité des relations humaines implique aux Gouvernements des pays les plus démocratiques, le besoin et le devoir de sauvegarder la vie des citoyens contre les criminels, et d'empêcher les insensés d'agir désastreusement envers autrui, et pour le bien-être général on contraint l'obéissance à la réglementation de la circulation des piétons et des véhicules dans les rues congestionnées des grandes villes, n'est-ce pas qu'il serait ridicule de considérer la discipline que l'on fait observer alors comme étant un obstacle à la liberté des individus, donc pourquoi pas réglementer de même notre système économique pour le bien-être commun et dans l'intérêt de tous. Car le paradoxe existant de l'extrême abondance et l'insupportable pauvreté résultant d'un individualisme outrancier est injustifiable et aussi longtemps que durera la présente situation avec ses souffrances imméritées, le sentiment menaçant du mécontentement grandira, c'est pourquoi les expériences et doctrines n'ont jamais tant influé sur l'existence des individus et des collectivités que pendant la présente période de transition d'une forme de l'économie à une autre et l'espoir des travailleurs doit reposer sur les efforts constants et la sincère détermination du Travail organisé pour obtenir une plus grande justice sociale. Aussi, pour atteindre ce noble but, il nous faut être unis plus que jamais et ne pas oublier au prix de quels sacrifices l'Union Ouvrière a été édiflée et si son droit à l'existence est aujourd'hui reconnu, il y a encore beaucoup de besoins pour lesquels nous devons lutter avec persévérance car en devenant indifférents à nos droits nous commençons à les perdre. Cette année, à la célébration de la Fête du Travail, nous aurons le plaisir et l'honneur d'avoir avec nous les distingués délégués qui assistent à la convention de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique et je me joins de tout coeur au Travail organisé de tout le pays pour leur souhaiter une cordiale bienvenue, espérant qu'ils rapporteront avec eux un bon souvenir de notre amitié.

Aux travailleurs organisés de cette province et à tous ceux qui ont si généreusement supporté nos efforts en vue d'obtenir

LABOR DAY, 1935

By R. J. TALLON

Labor Day 1935 will be celebrated by greater number than ever before on the North American Continent, by virtue of the fact that our International Organization have a larger number of interested members than ever before on our history, there has been over a million added to the American Federation of Labor affiliations during the past year.

The problem confronting the Labor Movement have become more intense than ever, on account of the fact that the old simple rules of the past no longer work, that is the old somewhat fluctuating diagram of prosperity and depression is no longer regular, the diagram has failed to arise from the depression level.

When we find that after the wonderful effort of the United States Government together with the expenditure of billions of dollars, they have at present over eleven millions of unemployed workers, we realize what a tremendous problem we have on our hands.

The only way by which any concerted action can be brought to bear is by organizations, this has been proven posi-



R. J. TALLON

President, Division No. 4, Railway Employees' Department, A. F. of L.

tively by the past success of organized labor and there will always be an absolute necessity for labor to be organized in the production and distributive field.

The great mistake many of our people make is to expect organized labor to solve all of our social problems, when as a matter of fact we are organized to protect our interests in the industrial sphere.

It is this fallacious belief that accounts for so many false prophets in the labor movement being able to secure a following by the promise of impossible achievements.

At no time in the future can industrially organized labor be the dominating political force of our country, as time goes on and machines become more perfected industrial labor will become less and less numerically, and it is by political action of the whole that social problems can be solved.

At this time our membership are being forced to study their position in society as never before, everybody admits that things are wrong, and now that we have the opportunity of expressing ourselves, by ballot, Federally and Provincially, we have all the usual quack doctors out with cure-alls for our social deceases there will be mental confusion and no doubt the results will leave us very much as we are politically.

The fundamental principle which should be our guide always is that it is positively necessary to organize industrially, a strong, virile, labor organization can demand and secure rights from any political party as who ever they are, they must be guided by popular feeling, we find during the past year, Conservative Governments in Canada and Democratic Governments in the United States adopting legislation which a few years ago were considered entirely socialistic, and we find in European countries, governments supposed to be socialistic, adopting most reactionary and conservative measures.

Slogans and party names can be bandied about at will, catch phrases can be coined over night, but an active Trades Union Movement, giving no ear to secessionists, but actuated by a desire for solidarity, will surmount the petty bickerings of party strife and will truly protect the interests of those engaged in industrial life.

LA FOI DANS L'UNION

Unis nous pouvons tout. Phrase courte mais qui contient beaucoup et qui doit être portée à l'attention de tous les ouvriers en ce jour de la Fête du Travail. Pouvons-nous savoir ce que cela veut dire? Il ne s'agit que de s'arrêter un peu et de réfléchir au sens des paroles. *Unis nous pouvons tout.* Et qui n'a pas eu cette expérience que, seul, il a été acculé à toutes sortes d'intrigues et de déboires qui ne le conduisirent qu'à le faire reculer ou à le faire retarder... Tandis que, unis, que de choses se sont produites et sont sorties de l'action collective d'un groupe uni et ayant foi en son organisation. Oui, ouvriers, trop nombreux sont ceux qui manquent de foi dans leur union. Pourquoi? Seulement par ignorance de cette union. Instruisons-nous donc de plus en plus de notre union et tous ensemble nous goûterons mieux ses bienfaits.

Nul individu n'a la force d'une union. Cela est encore vrai et que de preuves... Y a-t-il un homme cousu d'or et d'argent qui pourrait arriver à briser le roc d'une union bien organisée et dont tous les membres sont sincèrement unis l'un à l'autre? Certainement que l'argent et l'or pourraient acheter quelques membres, mais toujours les unionistes sincèrement unis seront aussi forts que le roc de Gibraltar.

Individualisme — mot défaitiste pour les ouvriers — l'individualisme est devenu le ver rongeur de nos unions. Y avez-vous pensé, membres de toutes nos unions internationales? L'individualisme n'a jamais pu rien faire de bon pour l'ouvrier mais a plutôt réussi à nuire à toute union bien organisée. Méfions-nous de cet individualisme

qui ronge nos unions à leur base et combattons-le pour arriver à redonner à nos unions le prestige qu'elles devraient avoir.

Ouvriers internationaux, pourquoi subissons-nous, ici, à Montréal et dans notre beau Québec, tant d'affronts et que notre succès fût ralenti? Mais, ne sommes-nous pas ici depuis au-delà d'un siècle? N'avons-nous pas la prépondérance? Alors pourquoi la laisser glisser? Ne sommes-nous pas tous un peu responsable de cet état de choses? Avons-nous toujours porté à notre union l'intérêt que l'on aurait dû? Faisons un petit examen de conscience en cette journée — notre journée, ouvriers — et découvrons-nous quelques manques ou faiblesses qui ont ralenti l'avancement de notre union.

Nul doute que ces remarques décousues, couchées ici à la hâte pourraient-elles s'adresser à plus d'un de nos membres et j'espère qu'elles seront prises en bonne part en ce jour de la Fête du Travail, pour le plus grand avancement de nos Unions internationales. Encore faut-il que chaque membre s'éveille et apporte à son Union le concours et l'intérêt dont elle a besoin, ce qui contribuera à aider chaque membre à mieux connaître son union et par là l'aimer mieux de jour en jour; car un membre qui aime son union, travaille pour elle et voit à ce qu'elle progresse; et tout cela conduit à la paix, qui n'est réalisable que par l'UNION.

Joseph-W. BLAQUIERE,
Président, Local 145,
Union Typographique Jacques-Cartier.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même

Par HENRI RICHARD, Secrétaire-trésorier de l'Union Typographique Jacques-Cartier 145.

L'ouvrier a besoin d'une force qui lui est supérieure pour obtenir le salaire qui lui permettra de vivre convenablement, lui et les siens, et cette force, c'est l'union de métier qui la lui procurera. Nous constatons, cependant, que le Travail organisé n'est pas apprécié comme il le mérite par les ouvriers eux-mêmes, qui devraient être les premiers à en profiter. Les ouvriers organisés constituent une force morale qui peut résister à la mauvaise volonté ou à l'indifférence des employeurs aussi bien qu'à l'apathie des employés.

Dans le règne animal, le sens grégaire est plus développé, proportionnellement, que dans le genre humain. Voit-on un loup attaquer une caravane lorsqu'il est seul? Non; il lance son hurlement, et le renfort lui arrive: c'est alors qu'on peut constater que l'union fait la force.

Malgré tous les efforts des pionniers du mouvement ouvrier pour enrégimenter tous les travailleurs dans l'organisation ouvrière de leur métier respectif, on constate qu'encore aujourd'hui, après plus d'un siècle d'efforts et de sacrifices, un nombre infime sont membres de l'union de leur métier. L'union a été prêchée par toutes les autorités, par le Pape, par les évêques, par les économistes avertis, par les protagonistes du trade-unionisme qui lui ont voué leur existence entière et étaient prêts à subir toutes les avanies pourvu qu'il triomphât, par tous ceux enfin qui ont intérêt à l'amélioration du sort de la classe laborieuse. Avec quels tristes résultats! La besogne est toujours à recommencer et il faut un courage à toute épreuve pour ne pas rebuter les plus ardents défenseurs des travailleurs.

L'union ouvrière est la meilleure protection contre les déceptions. Avant la crise, les unions ouvrières étaient prospères, leurs membres ne se faisaient pas prier pour payer leurs contributions et ils obtenaient, par l'entremise de leur organisation, des conditions dont aujourd'hui on peut aisément croire que c'était un rêve. Mais depuis la crise, les unions ont décliné dans l'estime de leurs adhérents qui les ont abandonnées à leur sort, semblant croire qu'elles n'étaient plus d'aucune utilité, parce qu'elles ne parvenaient pas, malgré tous leurs efforts, à maintenir les conditions d'avant la crise. Et, logiquement, l'abandon des unions a entraîné leur inefficacité relative.

Les gouvernements, se trouvant aux prises avec une multitude de problèmes jusqu'alors inconnus, ayant à faire face à des dépenses extraordinaires pour soulager la misère, ont pensé aux moyens de ramener un peu la prospérité dans la classe laborieuse. Des palliatifs plus ou moins heureux furent essayés... mais la crise dure encore.

Dans la province de Québec (et dans l'Ontario ensuite), le gouvernement a mis à l'essai une loi donnant force de loi aux contrats collectifs de travail. Cette loi est diversement appréciée... selon ses résultats. Pour d'aucuns, elle est un adjuvant puissant pour la réorganisation des unions ouvrières, tandis que d'autres croient qu'elle finira par tuer complètement l'organisation ouvrière. Pour un temps, il est indéniable que la loi de l'extension des ententes collectives de travail dirigera vers les unions ouvrières un grand nombre de travailleurs qui, ne pouvant

se procurer du travail autrement qu'en produisant un certificat de compétence délivré par un comité conjoint, se verront ou se croiront dans la nécessité d'adhérer à l'union qui leur aura procuré le permis indispensable. Toutefois, cet état de choses ne durera qu'un temps.

Les ouvriers n'ont pas grand chose à gagner des gouvernements pour l'amélioration de leur sort, pour leur bien-être. Voyez les ouvriers américains qui ont tout perdu depuis que la NRA a été démantibulée par la Cour Suprême. Tout ce qu'ils ont conservé, c'est ce qu'ils ont gagné par la force de leur union. Les conditions menacent d'y devenir plus déplorable que celles d'avant la crise, surtout dans les industries dont les ouvriers ont été réfractaires au trade-unionisme.

Les ouvriers resteront des quantités négligeables aussi longtemps qu'ils refuseront d'appartenir à une union ouvrière qui comptera la grande majorité des travailleurs. Que les ouvriers cessent de se lamenter, d'implorer l'aide des gouvernements; qu'ils s'affilient plutôt à l'union de leur métier: ils ne tarderont pas à constater un changement qui durera aussi longtemps qu'ils resteront organisés. La législation qu'ils ne peuvent obtenir, ils pourront alors contraindre les gouvernements à l'adopter sous la force de l'opinion publique, comme cela

se faisait d'ailleurs avant la crise; ce qu'il leur sera possible d'obtenir, la force de leur organisation le leur procurera et ils n'auront qu'à rester organisés pour maintenir leurs gains. Pensez-vous que si les ouvriers étaient organisés comme ils devraient l'être, si tous faisaient partie de l'union de leur métier, le gouvernement aurait été dans la nécessité d'adopter une législation du salaire minimum des femmes, une loi de limitation de la durée du travail, une loi d'extension des ententes collectives de travail, et qu d'autre législation sociale et ouvrière? Non; les ouvriers, par leur organisation, auraient réussi à obtenir des résultats meilleurs que ceux que peuvent leur assurer ces diverses législations. Dans le moment, on ne peut condamner ou répudier la législation qui apporte un soulagement aux souffrances occasionnées par la crise, mais on ne peut nier que si les ouvriers comprenaient leurs intérêts ils seraient tous sous les drapeaux de l'unionisme. C'est pour suppléer à leur incompréhension, à leur indifférence, que les gouvernements sont dans l'obligation de venir au secours des ouvriers. Quand la prospérité sera revenue — si jamais elle revient — ceux qui harcèlent les gouvernements pour en obtenir des lois d'assistance seront les premiers à réprocher l'intervention gouvernementale dans les domaines industriel et économique.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Les ouvriers devraient se rappeler que, dans leur cas plus que dans tout autre, c'est la stricte vérité. Ils ne devraient jamais l'oublier. Si nous jouissons présentement de lois sociales et ouvrières, cela est dû en grande partie — pour ne pas dire en totalité — à l'influence des unions ouvrières qui ont travaillé dans l'intérêt de leurs membres comme dans l'intérêt de ceux des travailleurs qui n'ont jamais cru de leur devoir de leur apporter leur coopération et qui se contentèrent de jouir en paix des bienfaits du trade-unionisme sans bourse délier, en profiteurs.



HENRI RICHARD
Secrétaire-trésorier de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145

Aide-toi, le Ciel t'aidera

Il fut un temps où les ouvriers semblaient comprendre la vérité de ce bel adage et le mettaient en pratique; ils savaient qu'ils se devaient à eux-mêmes de gagner leur pain quotidien et celui de leur famille et qu'à moins de toucher un salaire ils devraient forcément s'en passer à moins d'avoir recours à la charité publique ou privée, ce à quoi leur amour-propre et leur dignité s'opposaient, la profession de chômeur perpétuel n'avait pas encore été inventée, pas plus que le secours direct, aussi s'aidaient-ils eux-mêmes en devenant membres de leur union de métier, réalisant que plus celle-ci était forte numériquement et financièrement, meilleures devenaient leurs conditions de travail et plus grossissait leur enveloppe de paie; c'était la force économique du Travail Organisé qui était le baromètre de l'état social de la classe ouvrière, si un corps de métier était bien organisé plus celui-ci



GUS. FRANCO
Président de la Commission du salaire minimum des femmes

marquait-il le beau fixe, moins un corps de métier était organisé, plus bas le baromètre descendait et indiquait vent, orage et tempête.

Il était reconnu que la force économique des travailleurs organisés était leur meilleure et leur plus puissante arme défensive et offensive, car elle était l'expression de leur libre-arbitre et c'étaient eux-mêmes qui en disposaient et l'appliquaient suivant la décision de la majorité, ils étaient incontestablement les maîtres de leur destinée. Si tous les ouvriers avaient compris cette vérité, grâce à cette force économique de la masse, la classe ouvrière aurait pu dominer le monde ou tout au moins faire entendre sa voix toute puissante dans le concert des nations, on peut assumer que de ce fait bien des conflits meurtriers auraient été évités, des calamités sociales empêchées; malheureusement, il n'en fut pas ainsi car même dans les années de prospérité le nombre des ouvriers organisés ne fut jamais assez élevé pour être un facteur décisif dans les destinées du monde, quoiqu'il est admis — même par les adversaires les plus irréductibles du Travail Organisé — que celui-ci a sensiblement amélioré les conditions sociales non seulement de ses propres adhérents mais de l'humanité en général.

On se demande parfois comment expliquer cette apathie, cette indifférence de tant d'ouvriers envers l'organisation syndicale; ce ne sont certes pas les campagnes de propagande qui ont manqué, ni les sacrifices, ni le dévouement de ses promoteurs, rien n'a été négligé pour induire les ouvriers à joindre leur union de métier, tout cela sans rencontrer grand succès permanent; les uns expliquent cet échec en disant que beaucoup d'ouvriers sont tellement épuisés par le labeur quotidien que le courage physique et moral leur manque pour aller rencontrer leurs camarades de travail et discuter dans une assemblée d'union leurs problèmes sociaux et leurs revendications de métier, ils préfèrent se confiner dans leur solitude et accepter passivement la situation telle qu'elle est; d'autres prétendent qu'ils rejoindraient bien volontiers leur union de métier, si celle-ci était bien conduite ou si un tel ou un tel n'était pas à sa tête, bien piètre excuse, vous en conviendrez, car s'ils ne sont pas satisfaits de la manière dont l'union est conduite et dirigée, pourquoi n'en assument-ils pas la direction eux-mêmes, ce n'est certes pas en s'en tenant éloignés qu'ils feront dominer leur manière de voir;

L'unité dans l'union et dans l'action

A titre de président du Local 790 des Employés de tramways et comme membre du Conseil central des Métiers et du Travail de Montréal, me sera-t-il permis de présenter à mes confrères des unions internationales quelques modestes observations en marge de la grande fête du Travail. Bien des leçons se dégagent de cette fête à nous, les travailleurs. Mais la principale, pour moi, est le manque d'unité au sein des organisations professionnelles. Depuis quelques années, on semble se faire un réel plaisir en certains milieux à semer la division dans les rangs des travailleurs déjà organisés dans l'union de leur métier. On ne semble pas se rendre compte qu'en pratiquant ce malheureux stratagème au sein des classes travaillantes, on fait le jeu indirectement ou directement si vous le voulez des capitalistes véreux qui profitent de cette division entre leurs employés pour leur payer un salaire de pitance ou de famine. Ces capitalistes véreux ne sont pas la généralité, il est vrai, (il y a de nobles exceptions), mais il en existe déjà trop pour que le salaire de l'ouvrier est toujours trop élevé. Et dire qu'il y a des ouvriers qui se prêtent à ce petit jeu en faisant appel aux sentiments du patriotisme et du nationalisme pour mieux servir leurs intérêts. Cependant où étaient-ils donc, ces grands patriotes et ces grands nationalistes, il y a cinquante ans, lorsque les ouvriers dans Montréal et ailleurs, fatigués du joug et de la tyrannie qui pesaient lourdement sur eux, décidèrent de se former en union. Quelles sont les unions qui leur tendirent la main, à cette époque-là, si ce ne sont les unions internationales? Quelles sont les unions qui, depuis ce temps-là, ne cessèrent de réclamer auprès des gouvernements, des mesures sociales propres à améliorer le sort des classes laborieuses, si ce ne sont les unions internationales? Que de saines législations n'avons-nous pas obtenues des gouvernements, grâce aux demandes répétées des unions internationales! Et pour ne mentionner qu'une seule mesure tout récent, la journée de huit

heures, passée au gouvernement fédéral l'hiver dernier, avec l'assentiment de tous les partis politiques. Est-ce que cette législation essentiellement humanitaire n'a pas été réclamée plus d'une fois par les unions internationales? Nous n'avons, pour nous en convaincre, qu'à prendre connaissance des multiples résolutions passées aux différentes conventions du Congrès des Métiers et du Travail du Canada depuis plus de 25 ans, pour nous rendre compte que la loi de la journée de huit heures dans tout le Canada est peut-être la plus belle victoire gagnée par les unions internationales en ce dernier quart de siècle. Et que d'autres mesures sociales n'avons-nous pas gagnées, qu'il serait trop long d'énumérer ici, mais qui toutes ont contribué largement à améliorer le sort des travailleurs. Et pour une question de frontière ou de clocher, nous irions renier tout ce que nous avons obtenu par la force et l'influence des unions internationales? Non, non. Quand un bon père de famille a veillé pendant plus de vingt-cinq ans à l'avenir et au bonheur de ses enfants, quand il les a fait instruire pour leur ouvrir plus grandes les avenues, que ce soit celle du commerce, de la finance ou de l'industrie, où ils pourront plus tard gagner honorablement leur vie, il me semble que les moins que ces enfants puissent témoigner à leur père, c'est de la reconnaissance pour tout ce qu'ils ont reçu de lui. Il en est de même pour les unions internationales, elles ont été pour ainsi dire notre père nourricier et le moins que les ouvriers puissent leur témoigner, c'est de la reconnaissance, de l'attachement et de la sincérité. Faisons donc en sorte que la Fête du Travail du 2 septembre 1935 soit la fête de la reconnaissance, du souvenir et du ralliement aux unions internationales qui ont bien mérité de tous les ouvriers de la Patrie canadienne.

JEAN RENAUD,
Président, Local 790.

LABOR DAY 1935

By WILLIAM GREEN, President, American Federation of Labor.

An achievement of the past years constitutes a fundamental gain that gives to wage earners the key to self progress. For decades society has recognized that the union was the wage earner's method of increasing his income and raising his standards of living, but never until Section 7 (a) of the National Recovery Act was made law did society put this right into legal form. When employers refused to conform to law, Labor asked that the government be authorized to assume responsibility for preventing employers from interfering with Labor's right to organize in unions and bargaining collectively through representatives of their own choosing. This was written into the National Labor Relations Act.

Although judges may do their best to restrict the number of workers to whom this law will apply, the federal government has made this important declaration of policy for whatever area of labor relations the federal courts may permit to come under its jurisdiction.

It is now a generally accepted policy that government shall protect rights growing out of property. This was a more obvious obligation necessary to basic order in society. The time is now overdue for government to assume responsibility for assuring to men and women rights as human beings so that their welfare may have at least equal consideration with wealth and their products of their labor. There is involved in this issue which Labor has raised, the key to the future of our nation. It proposed that society offer even-handed opportunity for those who invest creative labor with those who invest capital. The progress and the enduring development of our nation depend upon the acceptance by our government of its responsibility for human welfare. An avowed purpose of our government is to promote the general welfare and Congress is given



WILLIAM GREEN

power to lay and collect taxes to provide for the general welfare. This together with its power to regulate commerce between the states is the basis for Labor's belief that the federal government has legal power to

legislate for social welfare. We know that the moral and economic need for such legislation puts still further obligation upon Congress. Industries now organized upon a national basis, buying their crude materials from any supply centre in the nation and selling in a world market are in no sense local institutions. They can escape any regulation not national in scope. Unless regulated, cut throat competition brings sweat shop labor conditions. The welfare of our 49 million persons gainfully employed by business enterprises depends on whether society places a restraining hand on business struggle for profits for the few and forces more equitable division of returns from joint work.

This is the problem which presses for Labor's solution equally with that of organizing all wage and salaried workers in strong labor unions. Organized power is the first fundamental in progress for the welfare of all who work.

Labor Day, 1935, finds progress in both the political and union organization fields. There are problems but none that cannot be solved by courage and the will to find a solution. Wage earners must first rally together in unions to fight against unfair wages and hours and to set up the machinery through which they may have representation and voice in deciding issues that affect their interests.

The year ahead presents the challenge of great opportunities.

"UNITED WE STAND, DIVIDED WE FALL."

PROGRAMME DES JEUX

PARC DOMINION à 2 H. 30 P.M.

1. Course pour garçons de moins de 6 ans, 25 verges. 5 prix spéciaux.
2. Course pour garçons de 6 à 10 ans, 75 verges. 4 prix spéciaux.
3. Course pour fillettes de moins de 6 ans, 25 verges. 5 prix spéciaux.
4. Course pour fillettes de 6 à 10 ans, 50 verges. 4 prix spéciaux.
5. Course pour garçons de 12 à 16 ans, 100 verges. 4 prix spéciaux.
6. Course pour fillettes de 10 à 14 ans, 75 verges. 4 prix spéciaux.
7. Course pour jeunes filles de plus de 16 ans, 100 verges. 3 prix spéciaux.
8. Course pour femmes de membres, 75 verges. 5 prix spéciaux.
9. Attraction spéciale (ouverte à tous, hommes, femmes et enfants). Course aux ballons. 3 prix spéciaux.
10. Course pour délégués au Conseil des Métiers. 150 vgs. 5 prix spéciaux.
11. Course des hommes gras (200 livres et plus), 100 vgs. 4 prix spéciaux.
12. Course pour unionistes de plus de 55 ans, 100 verges. 4 prix spéciaux.
13. Course pour membres des métiers du bâtiment et de la métallurgie, 100 verges. 4 prix spéciaux.
14. Course pour membres des unions de l'étiquette, 100 v. 4 prix spéciaux.
15. Course pour les unions du transport (Chemins de fer, tramways), 100 verges. 4 prix spéciaux.
16. Course à l'aiguille.
Hommes: 3 prix spéciaux.
Femmes: 3 prix spéciaux.
17. Lancement du boulet de 16 livres.
3 prix spéciaux.
Ceux qui ne lanceront pas le boulet à 20 pieds dans la première épreuve seront éliminés.

A 5 heures de l'après-midi

SOUQUE A LA CORDE

Pour le magnifique trophée du "Monde Ouvrier"

PROGRAMME OF SPORTS

DOMINION PARK AT 2.30 P.M.

1. Boys' Race, under 6 years, 25 yards. 5 special prizes.
2. Boys' Race, 6 to 10 years of age, 75 yards. 4 special prizes.
3. Girls' Race, under 6 years of age, 25 yards. 5 special prizes.
4. Girls' Race, 6 to 10 years of age, 50 yards. 4 special prizes.
5. Boys' Race, 12 to 16 years of age, 100 yards. 4 special prizes.
6. Girls' Race, 10 to 14 years of age, 75 yards. 4 special prizes.
7. Girls' Race, 16 years of age and over, 100 yards. 3 special prizes.
8. Union Members' Wives' Race, 75 yards. 5 special prizes.
9. Special attraction (open to all, men, women and children). Balloon Race. 3 special prizes.
10. Trades and Labor Council Delegates' Race, 150 yards. 5 special prizes.
11. Fat Men's Race (200 pounds and over), 100 yards. 4 special prizes.
12. Union Members' Race, 55 years and over, 100 yards. 4 special prizes.
13. Building Trades and Metal Trades Members' Race, 100 yards. 4 special prizes.
14. Label Trades Members' Race, 100 yards. 4 special prizes.
15. Transportation Union Members' Race (Railways, Tramways), 100 yards. 4 special prizes.
16. Thread and Needle Race.
Men: 3 special prizes.
Women: 3 special prizes.
17. Throwing the 16-pound shot.
3 special prizes.
Those not throwing the shot at 20 feet shall be eliminated at the first throw.

Comité des Jeux — Committee of Sports

JOS. PELLETIER, Président, JOS. GIROUX, J. CHARRON
L. THIBAUT, R. TREPANIER

At 5 o'clock in the afternoon

TUG OF WAR

For the magnificent "Labor World" Cup.

d'autres affirment que, dans bien des cas, le patronat fait une lutte acharnée au Travail Organisé, qu'il abuse de sa puissance financière pour contrecarrer toutes les tentatives que fait celui-ci pour solidariser la classe ouvrière; d'autres encore trouvent très patriotique et très louable de diviser la classe ouvrière avec des questions de nationalité; ce qui explique comment il se fait qu'au lieu de se développer rationnellement le trade-unionisme reste plutôt stationnaire; comme c'est lui qu'on redoutait le plus, c'est contre lui que toutes les forces réactionnaires se sont élevées tandis qu'elles ont contribué moralement, voire même financièrement, ou ignoré d'autres formes d'organisations ouvrières à qui elles ont laissé le champ libre, sachant qu'au moment critique, elles les contrôleront ou les réduiront à néant, suivant les circonstances.

Est-ce à dire que toutes ces raisons doivent être acceptées comme une excuse pour expliquer l'arrêt dans le développement du Travail Organisé? Il y a d'autres causes qui y ont contribué et qui ont transformé la mentalité de la classe ouvrière.

Au fur et à mesure que les pionniers du mouvement trade-unioniste disparaissent de ce monde et qu'avec les années de dépression les rangs des travailleurs organisés s'éclaircissent, une nouvelle conception semble prévaloir; au lieu de s'aider soi-même, de développer cette force économique et de s'en servir, on s'imagine de plus en plus que le ciel doit tout faire pour nous — en l'occurrence, le ciel est représenté par l'Etat — on exige qu'il fasse tout pour nous; qu'il détermine, au moyen de mesures législatives, les heures de travail et les salaires, qu'il nous assure notre pain quotidien en cas de chômage, nous garantisse des rentes pour nos jours de vieillesse, nous dicte comment travailler et en cas de conflits industriels les règle pour nous.

Ce tableau peut sembler exagéré mais il ne l'est pas; à force de mesures législatives, on finira par tuer l'initiative privée, l'effort individuel et collectif deviendra nul, nous n'aurons plus besoin d'organisation ouvrière car l'Etat fera tout pour nous et règlera notre vie comme un papier de musique, alors pourquoi se donner le trouble d'appartenir à une union ouvrière, de payer des cotisations, de créer une force économique dont on n'aura plus l'occasion de se servir; c'est une doctrine nouvelle contre laquelle il faut réagir.

Certes, la législation sociale est nécessaire, mais j'estime que celle-ci doit se borner à suppléer à l'effort individuel et collectif, à donner sanction si vous voulez aux ententes intervenues entre patrons et ouvriers, à contribuer sa quote-part à toutes les formes d'assurances sociales, mais celles-ci devraient toujours être à base contributive par l'ouvrier, l'industrie et l'Etat; chercher à faire de ce dernier le père nourricier de tous les citoyens, c'est peut-être très attrayant pour les timorés et les faibles, mais ce n'est certes pas de nature à développer une race forte, ni à propager la doctrine du trade-unionisme qui s'inspire du principe de: "Aide-toi, le ciel t'aidera".

Greenshields, Hodgson,
Racine, Limited

MONTREAL — CANADA

to send
MONEY
OR MERCHANDISE

to any part of the
world...or to buy

TRAVELLERS'
CHEQUES

(the most convenient way
to carry travel funds)

call

CANADIAN PACIFIC
EXPRESS COMPANY

Agencies in all
CANADIAN
PACIFIC RAILWAY
STATIONS

LES TEMPS NOUVEAUX

L'humanité longe le détroit qui relie le monde antique aux temps nouveaux.

Elle quitte une mer d'épouvante et voit venir vers elle des eaux plus sereines, bien qu'elle soit encore dans de continuelles soubresauts.

Des grondements sinistres se font entendre.

La guerre tend ses sombres voiles aux vents pernicieux.

Le machinisme a fait ses efforts, mais il a produit chaos sur bouleversements, pour n'avoir pas été compris ou pour avoir été mal asservi.

Aujourd'hui que l'on voit ses funestes effets, quand il ne bénéficie qu'aux accapareurs, l'on commence à le rendre bien-faisant en en disposant pour l'ensemble de la nation par la surélévation des salaires et le raccourcissement des heures de travail.

Il a fallu toutefois passer par des écartèlements et des dictatures.

On s'est demandé, dans la tourmente, si l'on ne faisait pas proue arrière vers la barbarie.

Les séditions ont avorté mais les peuples sont parfois agités.

La tentative russe s'efface lentement vers la rectitude.

Les gouvernements ont senti, plutôt qu'approfondi les dangers.

Ils ont jeté du lest aux populations murmurantes.

Le capital a énormément réduit ses bouffissures et les intérêts indécents qu'il rapportait.

Il va prendre sa place naturelle en se faisant l'accessoire du Travail, le mettant en oeuvre, au lieu de l'écraser brutalement.

L'alliance se fera complète, cimentée par l'estime réciproque dans la dignité.

La surmenage, tant moral que physique, cessera, tous comprenant que les forces humaines ont des limites et que chacun a autant droit au repos et à la jouissance des choses que les animaux et les plantes.

On s'étonnera qu'il y ait déjà eu des sans-travail involontaires.

Répudiant toute intention politique, en ce coin prolétaire, qu'il nous soit permis de noter le discours plein de sens, fait à la radio, par M. Mackenzie King, sur le chômage.

Comme lui, avaient pensé tous les chefs ouvriers, en Amérique, depuis un demi-siècle, à la suggestion des économistes les plus modernes.

Nous savions que le chef de l'opposition canadienne fut ministre du Travail, dans le cabinet Laurier, avant de devenir premier ministre.

Nous l'avions rencontré auparavant, à son sous-ministère ouvrier, qu'il régît durant huit ans, contribuant à l'élaboration de la Loi Lemieux.

Nous n'ignorions pas qu'il s'était entraîné à cette tâche, par de vastes études sociologiques aux Etats-Unis, et dans les capitales européennes.

Nous le croyons l'homme de l'heure, sans aucune dépréciation de ses adversaires. Il est pacifiste.

Son prestige et les circonstances, avec la science, la prudence et le sang-froid qui dominent chez lui, vont le porter incessamment au pouvoir, de l'aveu de tous.

Mais ainsi qu'il l'a dit, il ne pourra tout faire seul.

Il faut lui offrir des hommes de choix, capables de le comprendre et de l'aider, dans l'oeuvre gigantesque qui l'attend.



CHARLEMAGNE RODIER, C.R.
Aviser légal du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal

Que l'électorat se mette à la besogne, non pour battre la voie à ceux qui se présentent, mais pour avoir ceux qu'il désire.

C'est le peuple qui doit s'imposer aux candidats, non les candidats au peuple.

Il est urgent que la cabale des conventions, avec ses intrigues et ses surprises, ait un temps d'arrêt.

Que l'on réclame des citoyens compétents et de bonne volonté! Il y en a en nombre.

Ce ne sont pas toujours ceux qui crolent l'être qui sont les plus aptes.

Que l'on brise les conventions surfaites. Le peuple connaît ses hommes, c'est à lui de commander.

L'heure est grave. Tous les pays sont en faillite. Les révoltés se lient.

On ne parle que guerre et massacres. L'affolement est dans un grand nombre d'âmes, l'anxiété dans toutes.

Les esprits s'affaissent, les corps s'affaiblissent.

Il faut des médecins en qui nous ayons foi...

Les maîtres du pays, ce sont les électeurs.

Leur puissance est plus dynamique qu'ils ne croient.

Le député court à eux, avec fougue. Il est la victime des chercheurs d'emplois et de quémandeurs, mais le nombre de ceux-ci est restreint et peu estimable, dans la décision finale.

La multitude est désintéressée, c'est elle qui compte.

Elle tient dans ses chaînes son représentant, qui figure à toutes les funérailles, aux mariages, parfois il est parrain, bien qu'elle ne lui en demande pas autant.

Il croit devoir complimenter les femmes, faire des visites, donner des cadeaux, assister aux parties de cartes, aux concours de beauté, aux exhibitions de tous genres.

Il se prodigue sans interruption, même pour les organisations les plus futiles.

Il lui faut approuver toutes les audaces ou simuler leur nécessité.

Il perd la moitié de son temps à cultiver son comté et l'autre moitié à agir auprès des ministres, dont il est également l'obligé soumis.

Combien d'heures par jour consacre-t-il à l'étude des sciences sociales?

Il craint le verdict de ses mandataires.

Il ne vote contre leur opinion que sur un ordre formel des chefs.

Le peuple ne sait pas toujours utiliser sa force.

Il est comme le fleuve puissant qui ne fait sentir son énergie que sous la poussée des tempêtes.

Il progresse, cependant, et sait de mieux en mieux, imposer une volonté plus savante.

Il hait les dictateurs.

La dictature est la forme de gouvernement par un seul homme.

Elle a toujours existé.

D'abord chez les peuplades primitives, où l'on concède l'autorité aux plus forts ou aux plus malins.

Puis chez les civilisés, dans les temps de troubles, exigeant rapidité d'action.

Elle ne fut toujours que passagère.

Elle mourait avec son auteur ou avec la crise qui l'avait fait naître.

Ainsi en sera-t-il des Mussolini, des Hitler, et de leurs imitateurs.

La dictature peut être pour le bien.

Il est des autocrates animés d'une large flamme humanitaire.

Elle engendre généralement de désastreux abus. Exemple: l'ambitieux duc qui veut se régaler de l'Ethiopie, et le fahre qui fusille ceux qu'il redoute et qui persécute les adversaires même tièdes de son omnipotence.

Il ne peut être question de ce genre politique dans l'avenir.

Tous ayant ici-bas les mêmes droits, il semble juste que l'on ait facilité égale de les exercer.

Gérer sa vie, d'accord avec celle des autres, c'est coopérer indirectement à la chose publique.

Le législateur intervient pour empêcher les infractions à cette règle.

La démocratie a ses faiblesses, rien n'est parfait.

Mais ces fautes sont plus légères, car l'on est frappé moins fort, quand l'on se frappe soi-même.

Si j'erre, j'en supporte mieux les peines que si le péché vient d'ailleurs.

Il n'est pas prouvé que la royauté absolue vaille mieux que la direction du peuple.

La République avait fait Rome; l'empire l'a détruite.

de deux unions dualistes au sein du Conseil des Métiers et du Travail causa un conflit tellement sérieux que ce dernier avait décidé de faire régler la question par le Congrès Ouvrier du Canada qui eut lieu à Berlin, Ontario, en septembre 1902. Les officiers du local 266 étaient: MM. N. Gauvreau, président, Cléophas Thibault, Alphéus Mathieu, Noël Poirier, Charles Bilodeau, Lionel Thibault, Jos. Provost, Louis Lesiège. En 1905, la "Boot and Shoe Workers' Union" avait décidé de faire une demande générale à toutes les fabriques de chaussures, ce qui eut pour cause de faire surgir un grave différend à la Maison Ames Holden, ce différend fut réglé par un bureau d'arbitrage qui fut institué pour la première fois et qui donna justice aux ouvriers cordonniers, ce bureau de conciliation se composait de Sa Grandeur Mgr Paul Bruchési, comme président, M. Kirwin, surintendant de la Maison Ames Holden, et M. Ovide Myette, représentant les ouvriers. La décision rendue par ce bureau a été depuis continuellement respectée par les deux parties et a eu pour effet de créer un bon mouvement sur la valeur et la nécessité de l'arbitrage dans les différends industriels; depuis les griefs des cordonniers ont toujours été réglés par le moyen de conciliation, lequel a toujours été à l'avantage des ouvriers et dans plusieurs cas les griefs sont réglés mutuellement entre les patrons et les employés.

Les manufacturiers qui ont signé des contrats avec la "Boot and Shoe Workers' Union" depuis 1901 sont les suivants: James Witham, Ames Holden, Slater Shoe, J. T. Bell, Eagle Shoe, Rideau Shoe, Simons Shoe, David Latour, J. Lamarche, MacFarlane Shoe, Geo. A. Slater, Tétreault Shoe, Wayland Shoe.

La dernière grève des Travailleurs en chaussures a été faite par les tailleurs de cuir en 1905, au mois de novembre, les tailleurs de cuir avaient tenté l'effort d'établir les mêmes salaires dans les manufactures ouvertes que ceux payés dans les boutiques organisées. La grève dura 13 semaines et coûta \$15,000 au Bureau général; cette importante organisation a toujours eu à lutter contre toute sorte d'unions qui se sont mises en travers de son passage, entre autres citons la Fédération canadienne des Cordonniers, la "United Shoe Workers" qui est disparue, et l'Union Nationale des Travailleurs en chaussures d'aujourd'hui, qui fait des efforts inouïs pour s'implanter d'une façon permanente.

Les présidents des différents Conseils Conjoints des Travailleurs en chaussures ont été comme suit depuis sa fondation: Moïse Trudeau, Zotique Lespérance, Alphéus Mathieu, Cléophas Thibault, Phyllis Hébert, D. Donaldson, Lionel Thibault, E. Dubé, Ed. Royal, Emile Fontaine, Georges Duval, Jos. Steben, O. Drolet, E. Lapierre. Les officiers actuels du local 249 sont les suivants: Président, O. Drolet, vice-président, Henri Belland, Arthur Thériault, secrétaire-archiviste, Noël Gervais, secrétaire-financier et trésorier, Charles McKercher. Comité exécutif: Lionel Thibault, président, Noël Poirier, secrétaire, Jos. Giroux, Jos. Beauregard, R. Hébert, A. Leclair, P. Monette, D. Lamontagne, A. Thériault, H. Belland, R. Ménard, O. Gagné, G. Rolland, D. Jodoin.

Les agents d'affaires qui se sont succédé depuis la fondation de l'Union Internationale des Cordonniers sont: Zotique Lespérance, J.-W. Gravel, Alphéus Mathieu, James O'Reilly, J.-F. Barbeau, Cléophas Thibault, Z. Bérubé et Chas. McKercher, agent d'affaires depuis 23 ans et membre de l'exécutif général de Boston, Mass.

A l'occasion de la Fête du Travail les ouvriers cordonniers de la "Boot and Shoe Workers' Union" adressent un manifeste à tous les membres des unions ouvrières et demandent leur concours fraternel afin de créer et populariser la demande de l'étiquette de l'union sur les articles en chaussures fabriqués par les membres de notre union. Nous espérons que les travailleurs organisés répondront à notre appel chaleureusement; il s'agit donc dans les circonstances pour les unionistes des autres métiers de démontrer leur considération et d'exprimer leur sentiment de solidarité à notre égard quand ils achètent des chaussures pour eux et leur famille. Ces articles sont fabriqués ici en notre ville par les deux seuls fabricants dont voici les noms et les marques: Slater, No de l'étampe, 350, hommes, femmes et enfants; Eagle Shoe, No de l'étampe, 243, hommes et femmes.

Nous considérons que si nos confrères unionistes veulent bien se donner la peine de répondre à notre appel par des actes, demandant les chaussures portant l'étiquette de l'union, ils contribueront à nous rendre un immense service pour le maintien des conditions de travail que nous avons péniblement acquises.

La naissance de l'union des cordonniers

Par CHAS. MCKERCHER, Membre de l'Exécutif International de la B. & S. W. Union

En 1885, un groupe de cordonniers voulant améliorer leurs conditions de travail décidèrent de jeter les bases d'une union qui fut affiliée à la loge Ville-Marie des Chevaliers du Travail et dont les réunions avaient lieu au Refuge Ouimet, rue Notre-Dame. On se rappellera qu'à cette époque M. Powderly était le grand maître des Chevaliers du Travail.

Les fondateurs de la nouvelle union étaient M. Jos. Patry, qui fut le premier président, M. Jos. Carrière, le premier secrétaire-financier, MM. P. Lefrançois, Octave Delage, Amédée Blondin, Napoléon Long, Charles Doré, Louis Caouette, H. MacBeth, Zotique Lespérance, Alberia Despatie, Moïse Trudeau, R. Trudeau, J.-W. Gravel, Arthur Lapierre, H. Dagenais, O. Drolet, F. Payette.

En 1894, une scission s'opéra dans leurs rangs par suite de la décision du Pape Léon XIII sur l'existence légale des Chevaliers du Travail. Le 27 août de cette année-là une union indépendante des Tailleurs de cuir fut formée. Le premier qui entra dans ce mouvement fut M. Philorum Lefrançois, il fut suivi de MM. Moïse Trudeau, Auguste Trudeau, Ovide Myette, Francis Payette, Zotique Lespérance, Jos. Carrière, J.-W. Gravel, A. Lapierre, H. Dagenais, O. Drolet, E. Lapierre. Le premier président fut M. Philorum Lefrançois,

et le secrétaire, M. Auguste Trudeau. Les séances de cette nouvelle union se tenaient à la salle Saint-Joseph, rue Sainte-Catherine. Elle établit un secours mutuel de \$3.00 par semaine qu'elle accordait à ses malades.

En 1901, ils s'affilièrent à l'Union Internationale de la "Boot and Shoe Workers' Union" dont M. John F. Tobin était le président général et M. Collis Lovely, vice-président, et Horace Eaton, le secrétaire-trésorier général.

Les organisateurs qui ont contribué à l'affiliation des cordonniers à l'Union Internationale furent MM. George Warren, Joseph Ainey, J.-T. Flett, et Adolphe Gariépy, ce dernier traduisit la première constitution en français. A cette époque, il y avait déjà un organisateur de la "Boot and Shoe Workers' Union" dans la personne de M. A. Scott, sa juridiction s'étendait par toute la province et il n'avait pu faire admettre le mouvement international chez les cordonniers. Les séances de la nouvelle organisation avaient lieu à la salle Gariépy, sur la rue Maisonneuve. Le premier agent d'affaires fut M. Z. Lespérance. La première étiquette qui apparut sur les chaussures fut sur les produits de la maison James Whitha. Après la formation du local 249 des tailleurs de cuir, ce fut le local 266 des machinistes qui se

forma. M. Alphéus Mathieu en était l'organisateur. Le local 428 des monteuses fut alors fondé. Les premiers officiers du local 428 furent J.-F. Barbeau, président, C. Guindon, secrétaire, G. Bélaïr, secrétaire-financier, Phyllis Leclair, trésorier, Phyllis Hébert, Joseph Lepain, T. Plante, J.-E. Bailey, membres de l'exécutif. A la suite, le local 472 fut formé, ayant comme président D. Donaldson, Arthur Meert, secrétaire, F. Boivin, secrétaire-trésorier. Vint à la suite le local 476 des travailleurs en stock.

Les négociations avec les patrons

A cette époque, M. Z. Lespérance, en sa qualité d'agent d'affaires, entreprit aussitôt d'entrer en relations avec les manufacturiers de chaussures de cette ville. Entre temps, les cordonniers qui n'avaient pas joint l'Union Internationale avaient jeté les bases d'une fédération canadienne des cordonniers avec laquelle une lutte opiniâtre commença pour durer quelques années. L'Union internationale en sortit victorieuse le 27 septembre 1901, le premier contrat entre la "Boot and Shoe Workers' Union" et la Maison Ames Holden. La fédération canadienne obtint une charte du Congrès Ouvrier du Canada, tandis que la "Boot and Shoe Workers' Union" détenait également une charte de ce Congrès; la présence

Many Problems Yet To Be Faced

As we pause this Labor Day to review events of the past year we are faced with the undeniable truth that comparatively little progress has been made in this period toward removing those fundamental evils which are the direct cause of the social injustice and economic insecurity affecting so large a portion of the working class. Wages are still inordinately low and insufficient for the maintenance of a proper standard of life, hours of labor are yet too long to permit the absorption of all workers into industry, and for the most part efforts to restrain workers from exercising their natural right to organize and bargain collectively are still being pursued actively. Thousands of young men, enthusiastic and ambitious, but finding all outlets for their abilities and faculties closed to them, are interned in camps, deprived of their normal freedom and rendered politically inarticulate. The pertinent question at this time is how long the dissatisfaction growing out of these deplorable conditions will remain quiescent, and will an insistence on a vindication of their rights cause disaffected groups to resort to violence.

Nor are the evils of the day confined to the economic sphere. Efforts are being made to destroy our democratic institutions by an incipient campaign ostensibly appealing to patriotism and based on the avowed necessity of deflationary measures to safeguard the nation's credit and resources. The appeals follow the same general pattern as those upon which Fascism grew in Italy and Germany, and if successful here will have the same effect in destroying every last vestige of freedom now enjoyed by workers and regarded as a natural right in a democratic state. In order to safeguard and extend this freedom no effort must be spared to defeat the ends sought by those who would profit by the establishment of an autocratic form of government in order to perpetuate an economic system which thrives on an inequitable distribution of wealth and which now finds itself in a position where it can be maintained only by undemocratic means. Fascism does not achieve power by an open avowal of its real intentions, but by specious appeals to patriotism and passion, and only when it does gain control are its real aims shown in their true light; then it is too late to retrieve the power seized by the group which has established a dictatorship. The danger is a very real one and,

if not as apparent now as it will be later, it is not too early to array the full strength of organized labor in a forthright endeavor to crush the movement at its inception and while democratic methods still may be employed to this end.

Although these evils and threats do not affect organized workers alone, trade unionists have a special responsibility in the struggle against them. By reason of the fact that union workers are united on a national and international basis, as opposed to the disorganized condition of those outside organized labor, the strength that is derived from their organizations should be lent to every legitimate movement which seeks to overcome the economic and social evils of the day and to combat all dangerous doctrines which have for their aim the further exploitation of workers. It must be recognized that organized labor cannot better its condition appreciably while great masses of workers remain idle and exert a pressure on the labor market, thus having the effect of keeping wages depressed. To organized labor it is important that the number of unemployed be greatly reduced if for no other reason than selfish reasons. The interests of trade unionists do extend, therefore, far beyond the confines of their own organizations, and the scope



RAYMOND M. BENNETT
Typographical Union No. 176

of their work lies in a broader field than at any time previously.

In recent years, particularly, workers have appealed more and more to governments for legislation of a remedial character. In some cases concessions have been made to labor, but a great deal yet remains to be done in this direction. The long periods of time that elapse between the appearance of economic and social evils and the enactment of laws to mitigate their effects forces much avoidable distress, and clearly indicates that governments must be made thoroughly democratic and compelled to legislate in the interests of those who elect them. Since in future most remedies for our economic and social ills will come through governmental action, organized workers must gain a true appreciation of their potentialities in the political sphere and stimulate themselves to take an active interest in the election of governments committed to act for the benefit of labor to the end that the welfare and security of all workers be guaranteed.

is infinitely more to be feared is the enthusiasm that is always in evidence whenever an opportunity presents itself to unduly criticize, even when very little justification, if any, exists for it, and often going so far as to use it for a stepping stone to start another organization. In other words, tearing down, instead of trying to make the present structure more secure. There does, therefore, seem to be some justification for the thought that most careful and serious consideration must shortly be given to a plan to consolidate our forces in order that we may be able to go forward and take advantage of certain changes that surely are on the way for those who have the needed energy and resources to go after them.

Much might be said of the many unpleasant experiences during the past several years, but after all has been said and done, it is questionable if very much real good would result from it, except, perhaps where it helps us to apply it, with profit, to the affairs of the future.

One thing certain; a complete change is in process; men and peoples are thinking and doing things such as they have never done before and, even at this time, social legislation has been enacted into law, in this and other countries, that a few short months ago most of us never dreamed of, and there is every reason to believe that we are only on the threshold of still better things to come.

Thus, while there is still much to be desired, the evidence indicates that a better day is dawning; and how good it will be and how far we will go largely rests with ourselves. Therefore, let us get busy, take on fresh courage and do our best to hasten its coming so that when our anniversary again rolls round we will be able to look back and truthfully say our labors have not been in vain.

REDUCTION OF HOURS OF WORK

Reductions of hours of work is coming more and more to be regarded as of definite use in helping to solve the problem of unemployment. Public opinion is beginning to realize that the time may have come for a further move towards increased leisure, the greatest boon which the machine has conferred on mankind, and a series of practical steps have already been taken in that direction.

The forty-eight hour week has been tightened and consolidated in a number of countries: France, Brazil, Great Britain and Poland, India, to meet whose special conditions a sixty-hour week was allowed by the Washington Convention of 1919, has introduced a fifty-four hour week in all non-seasonal factories. Cuba, Nicaragua and Mexico have ratified International Labor Conventions fixing a statutory limit to hours of work of various classes of employees. The Federal Government of Canada is passing legislation, in virtue of the treaty-making power, to apply the Washington Forty-Eight Hour Convention throughout the country.

The forty-hour week continues to spread. In the United States a very large majority of all industrial employees are covered by industrial codes, most of which provide for a working week of forty hours or less. In Italy the forty-hour week has been applied by national agreement between employers and workers. The results are considered so satisfactory that the shorter working week is to be made permanent. In Czechoslovakia in September-October 1934 70,000 workers were working a forty-hour week and 125,000 were working less than forty hours. A Bill has been prepared to introduce the forty-hour week in all industrial establishments except mines, which are to be dealt with separately. In Great Britain the Government is discussing with representative organizations of employers and workers in order to explore the possibility of reducing hours of work, industry by industry. This method of approach to the problem seems to be that most generally adopted at present, e.g. in the application of the shorter week in the United States and Italy. The discussion of the problem in relation to individual industries ensures that special circumstances of each industry are fully considered, and that the regulations are drawn up with the cooperation of the organizations directly concerned.

While it is not claimed that the shorter working week offers a complete cure for unemployment, the results obtained by its adoption seem to show that it is of definite value as a partial remedy.

LABOR DAY REFLECTIONS

By H. CORRIGAN, President, Labor Day Committee.

On this day, set apart by Organized Labor as a time for reiterating its aims and objects, but now a popular holiday devoted mainly to processions and pleasant social functions, it is fitting that we, who find trade unions already established for our convenience, should pause for a moment or two and reflect upon the years of discouraging effort and sacrifice entailed in securing this freedom of organization we now enjoy.

Unlike all other forms of organization, that of the wage workers has a broader outlook on life; theirs is an object of uplifting humanity, because trade unions are based on justice, equity, and a proper appreciation of life's problems. The attainment of our objective has not proven an easy task, and, in the struggle to obtain what is rightfully ours, many sacrifices have been made by the men and women of Labor. But we should not become discouraged, for ours is an historic mission, and we would be unworthy of the sacrifices made for us, and unworthy of having lived, if we did not leave the world brighter for those who are to follow.

The story of the cruelties that workers have undergone in the past, in the age of slavery, during the dark feudal period, and in the early days of the factory system, is so terrible as to be almost unbelievable to us at this late date. But, despite their sufferings, these people had courage; they knew that organization alone could

save them, and, in the face of the most cruel laws and opposition, they persevered until the right to organize was established. Out of their needs, out of their oppression, and out of their weakness, wage earners have evolved a very potent agency for their own protection in the terrific struggle for industrial freedom.

Through organization we have made progress, but there remains a tremendous amount to be accomplished—the emancipation of the worker from wage slavery in our day. Things are far from being right, for we live in an age where they who produce the most possess the least, and starvation often stalks abroad in the midst of plenty. To-day, many who should be with us are outside the ranks of our organizations, divided by political, religious and racial differences, all because they do not know Labor's history, its well-grounded principles, its sacrifices, and its power for human uplift.

It is our duty, as trade unionists, to convince our unorganized fellow-workers of their mistaken attitude; next to organize and educate them, and then, through the combined strength and intelligence of all, go steadfastly forward to the end we have in view. Lest we come to regard our responsibilities too lightly, let us this Labor Day renew our faith in the movement of which we are members, and pledge again our allegiance to the principles for which it stands.

Labor Day, 1935 — Time and Tide Waits for No Man

T. BROAD, General Chairman, C. P. R. J. P. B., Brotherhood Railway Carmen of America.

Labor Day will again this year be celebrated in the midst of uncertainty as it has during the last five years by a vast army of men and women the world over who, even through many reverses and discouragements, have remained loyal to their different organizations, having proven that in unity there is strength and divided they must fall.

If ever there was any real doubt as to the value of being organized, the experience of the last five years gives ample evidence of what takes place in its absence, for on every hand one finds those who are without this protection being treated in ways that, in many instances, could hardly be credited and thus denying them a fair return for the only thing they have to exchange, namely, their labor.

The pathetic part of all this is, that those directly affected are more responsible for this undesirable state of affairs than any one else. Not only do they refrain

from becoming members of organizations that are interested in their welfare, but they sit back gloriously indifferent to all that is taking place in these critical and most important times trusting, if you will, to luck and letting the other fellow do it and, after having adopted such an attitude, complain and find fault and wonder why it is so.

One of the results of this easy going "who cares" policy is that, much difficulty may be experienced later on in finding qualified men and women to fill responsible positions within the various organizations as they become vacant and herein lies a real danger to the very existence of our movement if steps are not soon taken to interest and educate them to qualify for these responsible positions as they become vacant.

Another serious problem confronting the organized movement, today, is the many divisions that exist at the present moment. This, in itself, is bad enough, but what

REVIEW OF LABOR CONDITIONS

By P. M. DRAPER, President, Trades and Labor Congress of Canada.

Labor Day, 1935, comes at a time when more than ever an annual stocktaking of affairs affecting the industrial workers is required. In spite of improvements during the past two years the tragedy of unemployment is still painfully apparent in our midst. So long as it continues it must of necessity demand the closest attention and no one interested in the welfare of his fellow citizens can regard the situation without grave apprehension until every worker has been placed back in a job.

Proper Division of the Profits of Industry

The passing of a number of measures aimed at bettering the economic condition of Labor and the masses of the people generally—unemployment insurance, one day's rest in seven, the eight-hour day, the economic council, and other similar measures—embodies the principles which the Trades and Labor Congress of Canada has constantly advocated for half a century. While time alone will make possible a precise analysis of the benefits which will accrue to the workers from these measures, their effect cannot fail to be beneficial. One point which I should like to emphasize is the fact that it was Organized Labor which pioneered in creating the popular opinion needed to make these various measures popularly acceptable. The lesson this teaches is clear: Labor must continue to educate the public to the needs of the workers in order to create the atmosphere in which our legislators will place on the statute books the progressively beneficial legislation which the masses of the people constantly need.

General agreement has been reached by all classes of the population that unemployment today continues to be our major problem and the one which must be solved before the community in general can experience anything approaching prosperity. The legislation of last session in large part laid a sure foundation for a proper division of the profits of industry, but in the main our various law-making bodies, Dominion and provincial, have not yet provided any permanent solution to the problem of lack of jobs. Through public works programs governments have provided a huge volume of employment, a volume which was absolutely essential in the years through which we have been passing, but these programs have by no means placed all workers back at work and at best they are only of a temporary nature. Private industry has heretofore provided the most important source of jobs for the wage-earners and, insofar as one can predict the immediate future, that condition must continue. Up to the present these jobs provided through privately controlled industry have followed as a result of private initiative. In pointing out that governments have not provided the cure for the unemployment problem it is at least of equal consequence to note that private initiative first failed to offer the wage-earning opportunities. When times are such that employment is relatively plentiful the sphere of activity of Organized Labor is confined to insuring a more equitable distribution of the profits of the industry in which it engages. In view of the failure of other powerful interests to provide the needed jobs, it is suggested that Organized Labor might well turn its attention to that field, to see whether its collective thought could not devise some ways and means for a greater exploitation of our natural resources to provide jobs and to increase the wealth of Canada, particularly so that the less fortunate might be amply taken care of.

Health, Food and Standard of Nutrition

In Canada, the standard of nutrition of the majority of the population is probably higher than anywhere else, except in some parts of Great Britain and the United States. However, no one with any knowledge of living conditions in the poorer areas of the larger cities, and even in the rural districts, would deny that there is ample need for a great increase in the amount, quality and variety of the food consumed in this country with a corresponding improvement in health and happiness. It is a sad state of affairs when farmers cannot make a decent living because the food markets are over supplied, whereas everyone concerned with the health of the nation is deeply worried over the wide prevalence of a low standard of nutrition. What is true of Canada is undoubtedly more so of most of the European countries and of the whole of Asia. The real difficulty is not that too much food is being grown but that not enough people are able to buy the food they ought to have. To most people there is an obvious paradox in restraining farmers from growing food in a world full of hungry mouths and half-starved bodies. The first need of the worker is an adequate supply of good food for himself and his family and an increase in the world consumption of food by restoring the prosperity of the agricultural population would help effectively to solve the problem of industrial unemployment. International trade cannot be

permanently revived nor can there be any sure basis for internal trade until the purchasing power of the agricultural population is restored, either by a rise in prices or by an increase in sales or by both combined, thereby providing a growing market for the output of the manufacturing industries.



P. M. DRAPER
President, Trades and Labor
Congress of Canada

Recovery and Progress

Almost daily we are witnessing the accomplishment of new records in speed, endurance and flights circulating the universe as well as dives to the bottom of the ocean, nor is the march of human progress limited to material things. The spread of education and social service was more pronounced now than ever before. The common people, or the men in the street, now discuss the imminent collapse of civilization whereas some twenty years ago they did not. We may well ask what has happened to bring this state of mind about, and pause for an answer. It is of no practical use to assert that civilization has been dealt a death-blow or that everything was due to the collapse of the present capitalist system or to blame it on democracy, nor even reigning governments. Rather I incline to the belief that the economic maladjustment of today appears to be the result of the impact of striking and gigantic changes of a universal character, descending with kaleidoscopic suddenness at a time when the peoples of the many nations were almost insane with suffering and are still groaning under the shock of the World War.

Employers, The Jobless and Labor Unrest

Canada has prided itself in the past through advertising in the British Isles and European countries as being a land where labor might prosper, where men and women can work under decent and sanitary conditions thus enabling them to rear their children in human dignity. Visualizing this as our objective we have talked much about protecting "standards of labor" through government codes and other legislative enactments, have in some cases, particularly in the building trades, paid dearly to secure these standards. That being true, the employer who, operating under that protection, deliberately abuses it is not a good Canadian, helps neither business nor Canada.

The "chiseler" in business, the employer who takes advantage of hard times and the helpless position of a man without a job to reduce wages to the starvation level is not helping business. He is doing more, to harm the capitalist system, than all the Communists put together. This kind of employer makes conditions harder for honest business, delays processes of recovery and creates discontent and unrest in the Canadian business and industrial world.

Politics, A Thriving Industry

During the last few months especially, the formation of political parties in this Dominion may be properly classed amongst the most thriving industries. The masses comprising the great majority of our Canadian population appear to be determined to go somewhere rather than sit patiently expecting the now seven-year old period of economic stress and upheaval to roll by. Mankind has only made progress by trying, even though he has committed some woeful blunders in doing so.

At this precise juncture in the world's history, when masses of the people are hard pressed by complex and nerve-racking problems, a determination to try and keep on trying in the hope of finding a satisfactory solution is their chief aim. Since the dawn of civilization there has been no progress that has not been preceded by severe struggles of a universal character. Inventions, coupled with the use of tools aided by technique, have permanently changed the methods of earning a living. The very existence of individuals and nations seems to depend on a continuous process of adjustment to ever-changing conditions. Inability to adapt ourselves to altered modes of living or to the new environment, especially in the economic and industrial fields of action, spells a lack of human vitality which is bound in the long run to end in stagnation and decadence.

Depressed Population and Dictatorship

The continuance of a depression such as the present has significance beyond the suffering which it creates. A depressed population, losing perspective, may embrace dictatorship as in several European countries. We have escaped that tendency in Canada, but Labor must provide the bulwark against the growth of any such ideas here. The sure preventative is a return to conditions more nearly normal, and if Labor thought can contribute in that direction it will once more justify itself as the guardian of the people's interests.

TRIBUNE LIBRE

Monsieur le Rédacteur,
Le Monde Ouvrier,
Cher Monsieur,

Si les conditions d'existence pour la classe ouvrière sont extrêmement mauvaises actuellement sur ce continent américain, elles sont pires en Europe, encore bien pires en Extrême-Orient. La situation de la Chine, par exemple, pays surpeuplé, est déplorable.

De mémoire d'homme, dans les mines de charbon en Chine, jamais les mineurs n'ont tant souffert que depuis l'adoption du système des équipes de 24 heures. Sur quarante-huit heures, vingt-quatre heures de travail forcé.

Les explications des employeurs pour cette longue durée de travail disant qu'ils n'ont besoin de descendre et de remonter les mineurs qu'une fois toutes les vingt-quatre heures et que c'est une question d'économie d'argent. C'est bien possible, mais d'un autre côté, quand les ouvriers arrivent à la surface ils sont parfois si exténués de ce travail excessif qu'ils se couchent près des mines, parce qu'ils n'ont pas la force de reprendre tout de suite le chemin de leur maison.

La plupart de ces ouvriers ne reçoivent comme salaire journalier que 20 pièces de cuivre. Lorsqu'ils ont acheté le riz dont ils ont besoin il ne leur reste rien. Tous les jours ils travaillent nus comme des animaux dans des cavernes, exposés à de fréquents coups de fouet. Ces traitements d'esclaves sont véritablement pénibles.

Maintenant, monsieur le Rédacteur, il me semble donc que les conditions d'oppression et de souffrances sont encore plus dures ailleurs qu'ici. Je me demande si les choses ne deviendront pas aussi mauvaises en Amérique qu'elles le sont aujourd'hui dans certaines parties de l'Europe et de l'Asie. Et je me demande si cette oppression finira jamais.

Ce sont là des questions qui non seulement intéressent un homme, mais qui le font encore beaucoup souffrir quand elles restent sans réponse. Et je ne suis qu'un homme de l'armée des hommes qui sont dans une grande détresse.

Eh bien, mes amis, serait-il absolument nécessaire que j'en dise davantage? Néanmoins, j'ai encore quelques descriptions des grandes souffrances qu'endurent les peuples de cette pauvre humanité souffrante. Donc, il faut en conclure qu'il n'est pas bien difficile de comprendre pourquoi j'ai l'air parfois si contrarié. Je ne voudrais pas être de mauvaise humeur, ni même en avoir l'air, mais je suis dans une grande détresse. Mon cœur se serre quand je vois que les conditions actuelles deviennent toujours de pires en pires.

J.-C. ARCAND, Publiciste.
Montréal, le 22 août 1935.

APPEL AUX TYPOGRAPHES

Lundi prochain, la classe laborieuse de l'Amérique, unie dans une même pensée de solidarité, célébrera la Fête du Travail, la fête par excellence de ceux qui produisent toutes les richesses de ce monde par leur labeur. Ce jour doit être consacré tout d'abord aux diverses démonstrations qui caractérisent cette fête et à un examen de ce que l'ouvrier a fait, durant l'année écoulée, pour faire avancer les intérêts de son union qui sont les siens propres et ceux de ses camarades de travail, c'est en ce jour que tous doivent se demander aussi s'ils ne pourraient pas faire plus qu'ils n'ont fait pour leur avancement et de quelle manière ils doivent agir pour ne pas perdre le terrain gagné.

Soyons donc nombreux dans les rangs, le 2 septembre. Montrons à nos patrons que nous sommes fiers d'appartenir à notre union et que nous ne rougissons pas de montrer notre solidarité par des démonstrations de circonstance.

Nous serons heureux de marcher derrière notre bannière qui a été renouvelée et dont nous ferons l'inauguration ce jour-là.

Le ralliement se fera au Parc Lafontaine, au numéro 77. Tous les membres devront faire leur possible pour être rendus au poste pour 8 heures et demie.

L'après-midi et le soir aura lieu, au Parc Dominion, la fête sportive des ouvriers. Tous sont priés de faire un effort pour s'y rendre.

L'ouvrier qui veut devenir quelqu'un et quelque chose, travaille à orner son cerveau de connaissances qui lui aideront à briller parmi ses confrères de travail.

C'est un acte de courage parfois de paraître dans les manifestations publiques de la Fête du Travail. Les unionistes sincères comprendront qu'il le faut, et ils y seront.

Dominion Textile Company Limited

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: SIR CHARLES B. GORDON, G.B.E. Vice-président: SIR HERBERT S. HOLT
 J. P. BLACK W. A. BLACK SIR FREDERICK WILLIAMS-TAYLOR J. G. DODD
 Directeur-gérant: G. B. GORDON
 Secrétaire: L. P. WEBSTER Trésorier: R. A. LANG Assistant Sec.-Tr.: W. A. EVERSFIELD

BILAN

Au 31 mars 1935

ACTIF		PASSIF	
COURANT:		COURANT:	
Argent en caisse et en banque.....	\$ 478,199.04	Acceptations sur coton.....	\$ 931,663.15
Billets et comptes recouvrables—com- merce moins réserve.....	2,241,486.44	Comptes payables.....	258,492.71
Comptes recouvrables—autres.....	118,124.12	Taxes payables.....	248,297.94
Inventaires:—		Gages accrus.....	164,500.00
Coton brut, moins		Dû aux filiales.....	9,495.35
réserve.....	\$ 1,822,828.66	Intérêts accrus sur les obligations.....	16,875.00
Marchandises et fourni- tures.....	2,360,789.57	Dépôts.....	149,609.19
	4,183,618.23	Dividendes privilégiés payables le 15 avril 1935.....	33,960.50
Tel que déterminé et certifié par l'Admi- nistration, et évalué—			\$ 1,812,893.84
(1) Pour le coton brut à moins des prix prévalant sur le marché.		RESERVES:	
(2) Pour les marchandises et les four- nitures sur la base du coût au mar- ché, le plus bas dans l'un ou l'autre cas.		Change sur achats de coton.....	7,188.04
Placements, moins réserve, n'excédant pas la valeur marchande.....	2,822,727.22	Dépréciation.....	10,841,933.63
	\$9,844,155.05	Générale.....	266,552.43
PLACEMENTS ET AVANCES:			11,115,674.10
Placements dans les com- pagnies filiales.....	\$ 3,639,380.62	Obligations de première hypothèque am- ortissables, 20 ans, 4½%, série "A" dues le 1er mars 1935—	
Dû par les compagnies filiales.....	191,220.93	Autorisées et émises.....	4,500,000.00
Autres prêts, hypothè- ques, etc.....	22,922.25	CAPITAL-ACTIONS:	
	3,853,523.80	Privilégiées 7% cumulatif—	
IMMOBILISE:—		Autorisées 20,000 ac- tions au nominal de \$100.	
Terrain, immeubles et machines.....	29,420,998.38	Émises 19,406 actions \$ 1,940,600.00	
Évalué d'après les évaluations de la Can- adian Appraisal Company, 1920, plus les additions à date au prix coûtant moins les amortissements.		Ordinaires—	
CHARGES DIFFÉRENTES:—		Autorisées 350,000 ac- tions sans nominal	
Assurances et taxes pay- ées en anticipation des opérations futures \$ 116,366.60		Émises 270,000 actions	18,375,000.00
Prime sur les obligations rachetées et escompte sur les obligations émises.....	335,000.00		20,315,600.00
	451,366.60	Compte de surplus.....	5,825,875.89
	\$43,570,043.83		\$43,570,043.83

Approuvé pour le Conseil d'Administration: C. B. GORDON, directeur. H. S. HOLT, directeur.

CERTIFICAT DES AUDITEURS

Nous avons audité les livres de compte de la Dominion Textile Company, Limited pour l'année se terminant le 31 mars 1935 et nous avons obtenu toutes les informations et explications requises.
 Pour se conformer à la clause 114 de la Loi des Compagnies, 1934, nous rapportons que: (1) les profits résumés, moins les pertes des compagnies filiales, excèdent le montant inclus dans le compte des profits et pertes de la Dominion Textile Company, Limited; (2) dans le cas d'une filiale, la perte a été ajoutée au déficit accumulé, et provision a été faite à cet effet dans les comptes de la Dominion Textile Company, Limited.
 Compte tenu de ce qui précède, nous certifions que dans notre opinion le bilan, le compte des profits et pertes et le compte de surplus attachés donnent un état exact de la position financière de la Dominion Textile Company, Limited, au 31 mars 1935, au meilleur de notre information et des explications qui nous ont été fournies ou qui apparaissent aux livres.
 Montréal, Qué., 27 mai 1935. P. S. ROSS & SONS, Comptables agréés.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Pour l'année se terminant le 31 mars 1935

Revenus nets d'exploitation compte tenu d'une dépréciation de \$1,259,932.05.....	\$ 1,358,687.80
A DEDUIRE:	
Intérêts sur obligations.....	\$ 276,075.00
Prime sur obligations ra- chetées.....	4,150.00
Honoraires des direc- teurs.....	10,800.00
Provision pour l'impôt sur le revenu.....	220,000.00
	511,025.00
Profits nets des opérations.....	847,662.80
A AJOUTER:	
Revenu des placements.....	450,459.19
Profits nets à répartir sur les dividendes et transportés au surplus.....	\$ 1,298,121.99

COMPTE DE SURPLUS

Au 31 mars 1935

Solde créditeur au 1er avril 1934.....	\$ 6,013,595.90
PLUS:	
Profits nets de l'année terminée le 31 mars 1935.....	1,298,121.99
	\$ 7,311,717.89
MOINS:	
Dividende sur les actions privilégiées.....	\$ 135,842.00
Dividende sur les actions ordinaires.....	1,350,000.00
	1,485,842.00
Solde créditeur, 31 mars 1935.....	\$ 5,825,875.89

Audit et certifié selon notre certificat attaché.

Montréal, 27 mai 1935.

P. S. ROSS & SONS, Comptables agréés.

Extraits du Rapport des Directeurs aux Actionnaires

Les résultats de l'exercice terminé le 31 mars 1935 ont été désappointants en ce sens que la Compagnie a été loin de faire un profit raisonnable sur le capital investi dans l'entreprise.

LES CHIFFRES.—Le profit net d'exploitation, compte tenu de la dépréciation, de l'intérêt sur les obligations, etc., mais avant l'impôt sur le Revenu, a été de \$1,067,662.80. Après avoir pourvu à l'impôt sur le Revenu, soit une somme de \$220,000.00, le profit net d'exploitation a été de \$847,662.80. C'est \$638,179.20 de moins que la somme requise pour les dividendes. Par ailleurs comme le revenu des placements s'est totalisé à \$450,459.19 il a donc fallu prendre une somme de \$187,720.01 au surplus pour défrayer les dividendes.

Différentes taxes, en plus de l'impôt sur le Revenu, comme la taxe d'accise et la taxe de vente sur les achats, la taxe sur le capital, la taxe d'affaires, les taxes scolaires et les taxes municipales ont nécessité le déboursé additionnel de \$584,353.26 ou à peu près 10% de notre liste de paye annuelle. Toutes ces taxes ont dû être chargées aux opérations. Le fardeau toujours de plus en plus lourd des taxes, qu'on doit ajouter aux dépenses d'exploitation ordinaires, contribue d'une façon regrettable à augmenter le coût de la production des marchandises.

EXPLOITATION ET MAIN-D'ŒUVRE.—Le volume des commandes a été tel que les moulins n'ont pu marcher en moyenne, à ucoures des douze mois passés, qu'à 20 pour cent de moins que leur capacité normale. Au cours des derniers six mois de l'exercice fiscal, on a marché à temps réduit plus souvent qu'autrement dans toutes les fabriques. Pendant les quatre dernières années vos fabriques, dans l'ensemble, ont contribué pour beaucoup, dans les différentes localités où elles sont situées, à la stabilisation du pouvoir de gain et du pouvoir d'achat. A Magog, par exemple, où nous avons un moulin à coton et une fabrique de marchandises imprimées nous employons 1500 personnes. Bien que cet établissement n'ait pas marché à pleine capacité nous avons réussi à répartir le travail de telle sorte que les autorités municipales n'ont pas de problème de chômage à résoudre et le pays n'a rien eu à distribuer en fait de secours de ce côté. Il est difficile de voir de quelle façon nous pouvons continuer à être d'une grande assistance au soulagement du chômage si une bonne partie des marchandises de coton qui est utilisé au Canada est produite dans d'autres parties du monde.

TARIF.—Il semble évident qu'on tient compte qu'en 1934 sur un total de 300,000,000 de verges utilisées il y en a 64,000,000 qui ont été produites dans le Lancashire, ce qui a ainsi forcé les fabriques canadiennes à réduire leurs opérations, que les droits actuels sont insuffisants pour contrebalancer le coût de la production dans le Lancashire ou, s'ils sont suffisants, que le coût de fabrication dans le Lancashire n'est pas le principal facteur sur lequel on se base pour fixer les prix des marchandises qu'on vend ici.

On ne semble pas se rendre compte que les droits établis en 1930 constituaient le minimum de protection nécessaire à cette époque. Non seulement il est surgi depuis de nouveaux facteurs nécessitant des droits plus élevés pour redonner ce minimum de protection mais la section préférentielle du Tarif de 1930 a, comme question de fait, été réduite trois fois: en 1932 lorsque le droit spécifique a été réduit de un tiers; en 1934 lorsque la taxe d'accise a été réduite de 3 à 1½%; et en février 1935 lorsque la taxe d'accise sur les marchandises de coton, tombant sur le tarif préférentiel, a été abolie.

TAXE D'ACCISE.—En dépit de protestations qui ont été adressées à qui de droit, nous continuons à payer une taxe d'Accise de 3% sur le coton brut qui vient des Etats-Unis et d'Egypte, ce qui augmente le prix de notre matière première de \$2.50 la balle sur les prix que payent les autres pays qui vendent ici des marchandises de coton et qui nous font compétition.

BILAN ET DIVIDENDES.—Votre Compagnie a inauguré le paiement des dividendes sur les actions ordinaires en 1907 et depuis vingt-huit ans elle a payé sans interruption. Le rendement moyen des actionnaires ordinaires sur les trente dernières années a été de 4.86% par année.

Vos directeurs estiment que les actionnaires ordinaires ont droit de continuer à recevoir un rendement sur leur argent aussi longtemps que la situation de trésorerie et les ressources liquides de la compagnie le permettront. Nous avons eu à puiser dans le surplus de temps à autre mais la Compagnie reste dans une solide posture financière pour ce qui a trait au capital d'exploitation et on a fait d'amples réserves pour la dépréciation.

Vous pouvez être assuré que tous les efforts sont faits pour protéger votre placement en dépit des difficultés qui retardent les progrès des entreprises canadiennes bien établies et responsables.

Le Travail organisé et la Fête du Travail

L'ouvrier, ou du moins celui qui connaît son propre intérêt, ne veut pas être appelé autrement qu'unioniste, parce qu'il sait où est la protection.

L'autre, celui qui ne connaît pas son propre intérêt, vous dira que si le Travail organisé obtient quelque chose pour l'ouvrier, il en aura lui aussi le bénéfice. Ce qu'il oublie, c'est que si tous les travailleurs étaient organisés, les gains seraient plus considérables, et partant, plus profitables pour la masse des travailleurs, y compris cet autre.

A l'occasion de la Fête du Travail, j'invite cordialement cet autre à stationner quelque part le long du parcours de la parade des travailleurs organisés, et à se demander par la suite s'il n'a aucun reproche à se faire du fait qu'il fut la cause, lui (et ses semblables), de certains succès survenus de par sa faute en s'obstinant à ne pas joindre les rangs de ses confrères unionistes, et je suis certain que s'il suit

la ligne de conduite que lui dictera sa conscience, le Travail organisé aura à brève échéance un soldat de plus pour défendre la bonne cause.

Revenant à la célébration de la Fête du Travail, qui débutera par la parade annuelle et traditionnelle, réception aux membres des différentes unions par leurs locaux respectifs, et le tout pour se terminer par des fêtes champêtres au Parc Dominion dans l'après-midi, me sera-t-il permis, à titre de vice-président du Comité de la Fête du Travail, de demander à tous les travailleurs organisés de faire leur possible pour assister tant à la parade qu'aux autres divertissements de la journée, afin de rehausser de leur présence cette célébration de la Fête du Travailleur, créant par là dans l'âme des non participants l'inspiration voulue, pour qu'ils deviennent des nôtres par la suite.

En terminant, je souhaite que la présente Fête du Travail soit un succès com-

plet et partant un présage de bon aloi pour l'avenir du Travail organisé, ce qui veut dire succès et bonheur aux travailleurs foncièrement unionistes.

R. TREPANIER

Agent d'affaires, U. des E. de T.
et Vice-Président du Comité de la
Fête du Travail, C. des M et du T.

DES BUREAUX DE PLACEMENT PAYANTS

Le gouvernement britannique vient de déclarer qu'il n'est pas disposé à ratifier la convention de la Conférence internationale du Travail concernant les bureaux de placement payants. Pour ce qui est de la convention, le gouvernement précise que, tout en étant en faveur du développement de l'activité des bureaux de placement nationaux, de manière à offrir au public l'usage gratuit de services aussi va-

riés et étendus que possible, il ne voit pas l'intérêt de supprimer les services spécialisés organisés par les bureaux de placement payants qui sont gérés en tenant compte de l'intérêt public.

Le gouvernement fait confiance aux autorités locales du Royaume-Uni pour prévenir les abus possibles, en vertu des pouvoirs qui leur sont attribués par la législation générale ou par les lois leur conférant des pouvoirs spéciaux.

Dans ces conditions, le gouvernement n'est pas disposé à ratifier la convention.

LA FEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Les activités de la Fédération syndicale internationale dans la période 1930-32 ont été récemment publiées en brochure. Est exposée la matière d'un rapport soumis au sixième congrès de la Fédération tenu à Bruxelles en 1933. Le rapport comprend plusieurs chapitres consacrés aux politiques économiques, activités sociales, travaux de propagande et d'instruction, lutte contre la guerre et les forces réactionnaires, etc. ctérapporoy

LABOR DAY!

A Day of Rejoicing and Sadness. The Workers Must Rally As Never Before in Defence of Democracy and Liberty.

By BERNARD ROSE.

Millions of workers on the North American Continent will foregather on Monday next, to celebrate the day sacred to the hosts of labor. They will be accompanied by bands playing popular airs. The banners of their unions will float proudly in the breeze. The different unions will carry devices, calling upon fellow workers to rally to the support of organized labor in purchasing the products bearing the special mark of the union, as a guarantee they were made under fair conditions. Young and old will give themselves up to such rejoicing as the day was instituted to commemorate. Addresses will be delivered by outstanding citizens and labor leaders.

What the pioneers accomplished, in the early days of the labor movement, will be referred to reverently. What still remains to be done will be emphasized by spokesmen for the workers who appreciate not only the accomplishments of labor, but the power of organization to bring about better conditions.

Labor marching in battalions will demonstrate the unity and solidarity of the workers. Yet, the unity and solidarity which Labor Day was instituted to exhibit is far from having reached that degree of success, which labor's aims call for. There are still, on the North American Continent, millions of workers the victims of exploitation, and employed under conditions that are a disgrace to civilization and democratic countries. Men, women, and children are paid wages and salaries wholly insufficient to meet their vital needs. The gaunt spectre of prolonged unemployment, due to an unparalleled depression, is still showing its grisly head. Notwithstanding the sacrifices of the workers on behalf of their unemployed comrades, millions on the Northern half of the American Continent have been compelled to subsist upon public or private charity. Governments have been called upon by the workers to make provision for the involuntarily unemployed. Political leaders have been overthrown, and their places taken by others, who have pledged themselves to remedy the deplorable situation affecting in large measure, as it does, the wage earners of both the American and Canadian peoples.

This Labor Day will therefore be tinged with a note of sadness. Many, who would gladly walk in the parades, will be compelled to abstain because of weakness or insufficient clothing. Their lot has been a very heavy one. They know the meaning of poverty and all that it implies. They no doubt wonder why, in the midst of a great abundance, due to the productiveness of the modern machine, and superior organization of the twentieth century, they should be denied employment and compelled to submit to an enforced leisure and forced to accept public or private charity.

Although a war has been waged against the depression, both in the United States and the Dominion, the armies of unemployed have not been seriously reduced. To President Roosevelt and his Cabinet, credit must be given for an intense and sincere desire to successfully grapple with the situation. If he has not succeeded in the measure of his and the worker's deserts, it is not their fault, but evidence of how serious the situation is, and how determined an effort must be made to remedy it to prevent that physical and moral degeneration and industrial demoralization that are the concomitants of prolonged unemployment.

The Canadian worker, unemployed for one or more years, has bravely maintained his morale. The workers in

the Province of Quebec, let it be said to their great and lasting credit, although they have suffered hunger and privation and have seen their children forced to go to schools minus the necessary clothing, have watched in agony while they suffered from one or more physical ills; have been unable to enjoy the little comforts which it is the good fortune of children of those of their more comfortable fellow citizens, nevertheless, refused to be influenced by the men and movements who preach with vehemence the doctrine of a new society erected upon the ruins of a constitutional democracy.

The workers in the Dominion and the United States have shown a noble fortitude. They deserve well of their fellow citizens. They have demonstrated, by their conduct and refusal to be stamped into the ranks of the revolutionary element, that they are still the back-bone of democracy, and as a great British statesman pointed out, its principal bulwark. Labor Day does not mean what it did in former years when peace and prosperity reigned.

Although the memories of the last war, fought to save democracy and civilization, are still fresh; although we are still bearing heavy taxation burdens to pay its costs; although there are millions who bear in their faces and bodies the marks of their suffering and disability; although it was thought that the last war would be a war to end war; although nations and statesmen are at a loss to know how to deal with the effects of a disastrous economic depression, great nations are preparing to once again call upon their citizens to shed their blood, spend their treasure, and undergo indescribable privations. To the workers is given the proud and responsible task of making their influence so strong and widely felt; of showing so invincible a solidarity; of refusing to participate in the plans and satisfying the ambitions of blood-thirsty dictators; that the men and women of the world's great nations will organize and protest so effectively, that dictators and tyrants will tremble, and recognize the strength and invincibility of the great hosts of labor and the power of democracy.

Against the losses and the suffering endured by the workers, we must not forget the efforts made by kind-hearted public men and sympathetic Governments, to make the lot of the worker more bearable. In our own province, due to the devotion and understanding of its Minister of Labor, measures have been adopted that have helped the workers secure much needed and warmly appreciated concessions in wages, hours, and employment. The leaders of labor, in the Province, have worked against great odds and many difficulties, to induce their fellow workers, not yet members of unions, to join the great and only movement which can inspire the workers by hand or brain, and of both sexes, with the hope of the dawning of a better day.

To the organized workers in the Province, the Dominion, and the United States, I tender sincere congratulations because of their courage and sincerity. To the statesmen, leaders of Government, and political parties, I tender thanks for what they have accomplished and will attempt to accomplish in the year that follows. To the workers who are not yet members of labor's army, I would counsel immediate association with their fellow workers.

Labor is and should be a mighty force for the uplifting of mankind and the salvation of humanity. Labor must be unselfish; it must be self-sacrificing; it must be determined and sincere, and prove, by its example, that it is ready to at all times be guided by the Golden Rule which the Great Reformer out of Nazareth called upon his followers and fellow men to follow, be the cost what it may.

DIVIDENDS EXEMPT FROM CRIMINAL CODE AMENDMENT

In the amendment made to the Criminal Code at the recent session of Parliament whereby it is made an offence for any person engaged in commerce or industry to discriminate in any sale against competitors of the purchaser by granting rebates or discounts not available to such competitors, it was stipulated that the provision should not prevent a co-operative society of producers or consumers, or a co-operative wholesale society, returning to its members dividends on their purchases from the society or on their sales to it. The section was added to the Criminal Code on the recommendation of the Royal Commission on Price Spreads.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249. — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Proulx; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS, Local No. 406 — Telephone: PLateau 6200. Stewart Dunlop, President; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 56. — Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, President; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: LANcaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262. — P. J. Ryan, President; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1200 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général
FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4 1/2 h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est
PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"
95, rue Notre-Dame Est
PLateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent
CRescent 4758

FEMMES: 1410, rue Stanley
PLateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry
CHerrier 3148

FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent
DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrest; Recorder, A. F. Beard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: H. Pettit, J. A. Boller, John Moore, Auditors: J. A. Richard, T. Niven, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1075, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 7117, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 8699; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 9177, rue Cartier, téléphone: AMherst 7034.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal. — S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1182, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Roy, 254, rue Sainte-Catherine Est.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverley Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal. — Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial-Secretary, 3653 Park Avenue, Telephone: HARBour 4497.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No 234. — Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lagache-Têre Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé, 3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; guides: E. Deniger et A. Asselin; sentinelle, I. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: L.-A. Beaudry, président, 6468, 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464, Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494, Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089, Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERIS-MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134. — Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. FRontenac 1668; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS, Local 349. — Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valliquette, 1989, Kent; vice-président, J. Boulet, 1465, Champlain; secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 1139, William; secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4621, Delorimier; trésorier, R. Robillard, 2308, Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387, Congrégation; gardien, J.-N. Desjardins, 1745, rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4320, Delaroche; E. Desèves, 3825, Henri-Julien; A. Boismenu, 5124, De Gaspe.

CHARPENTIERIS-MENUISIERS, Union locale No 1558, Maisonneuve. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 1051, rue Letourneau (Temple des Buffalos). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram. Houle, 4590, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.-E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; Gardien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERIS-MENUISIERS D'AMERIQUE. — Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

UNION DES RELIEURS, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL. — Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

Look for the "R" Shield Watermark

The "R" Shield watermark in papers you use is our guarantee to you that great care and all the skill acquired over a period of fifty years has gone into the making of each sheet. Since 1882 Rolland Papers have been made in Canada by Canadian labour.



Rolland Paper Company LIMITED

High Grade Paper Makers Since 1882

MONTREAL, QUE.

Mills at
ST. JEROME, Que., and
MONT ROLLAND, Que.



THE FORWARD LOOK

The feeling of security and well-being that a savings Fund gives to its owner helps him through many a temporary disappointment and loss. His eye is on the future, and he saves regularly with that in mind.

THE
ROYAL BANK
OF CANADA

CHEZ LES CORDONNIERS

Les ouvriers organisés de Montréal vont célébrer lundi prochain la Fête du Travail. Les cordonniers de l'Union Internationale des Travailleurs en chaussures (Boot and Shoe Workers' Union) se doivent à eux-mêmes et à leur passé comme membres unionistes, de se montrer ce qu'ils sont, des ouvriers solidement attachés à leur union, amis résolus du bon ordre social, heureux de vivre des fruits de leur travail, et fiers de parader avec les unions-soeurs sous la direction du Conseil des Métiers et du Travail.

Au nom de notre organisation, et au nom de nos intérêts unionistes, je fais appel à tous les travailleurs en chaussures sans exception de se joindre à la parade pour montrer au public notre force, et la bonne discipline qui règne dans nos rangs. Le ralliement aura lieu au bureau de l'Union, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est, à 8 h. 15 précises. De là nous partirons en corps avec la fanfare Philharmoni-

que de Saint-Hyacinthe, bannière au vent, pour prendre la place qui nous est assignée dans la parade, au Parc Lafontaine, section No 4, No 46.

A la parade, nous aurons l'honneur d'avoir avec nous plusieurs officiers de l'Internationale, notamment le président général, M. John J. Mara, et autres invités d'honneur. Après la parade, il y aura réception pour tous les cordonniers qui auront pris part à la parade, dans nos salles. A tous les membres et officiers du local 249, j'adresse un salut fraternel en cette mémorable occasion.

Au nom de notre union, je désire offrir nos plus sincères remerciements au journal *Le Monde Ouvrier* pour la bonne publicité faite à l'Union des Cordonniers, et je tiens à les assurer que nous apprécions beaucoup la coopération dont nous sommes honorés.

LIONEL THIBAUT,
Président du Comité de la Fête
du Travail, B. & S. W. U.

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
Membre de la Presse internationale
Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

**The Canadian Converters
Company, Limited**

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.
LIMITED

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée
974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

**DOMINION BRIDGE CO.
Limited**

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

CHEZ LES CIGARIERS

A cause du refus de leur accorder une faible augmentation de salaire, les employés de la maison José Granda, 4810, boulevard Saint-Laurent, se sont mis en grève, jeudi, le 22 août. Tous, au nombre de 34, sont des plus déterminés à maintenir leur juste demande.

Membres de l'Union internationale des Cigariers, local 58, ces ouvriers sont de grande compétence; pas un seul n'a moins de 20 ans d'expérience et les autres ont de 30 à 50 ans d'expérience. C'est donc dire que cette maison bénéficie d'un travail d'experts.

"Ces ouvriers ne reçoivent que \$6.00 du mille cigares. A ce taux, qui est excessivement bas et malgré un grand nombre d'heures de travail hebdomadaire (l'on travaille jusqu'à 52 heures par semaine), on ne réussit qu'à faire un maigre salaire.

La demande étant justifiable, l'on espère que la raison aura le dessus et que ce différend se règlera à la satisfaction de ces ouvriers.

Les grévistes ont leur salle au No 4803, boulevard Saint-Laurent.

L'organisation des ouvriers cigariers se continue avec ardeur et, tous les jours, de nouveaux et nombreux aspirants donnent leurs noms pour devenir membres de cette union qui a déjà tant fait pour l'amélioration du sort des cigariers.

A l'occasion de la Fête du Travail, les cigariers unionistes demandent instamment à leurs confrères des autres métiers d'accorder leur patronage aux maisons qui accordent aux ouvriers cigariers les conditions de l'union.



Our Leading
Amusement
Places

Dans nos
Théâtres

PALACE

FRED ASTAIRE and
GINGER ROGERS in

"TOP HAT"

with Edward Everett Horton

Music and Lyrics by
IRVING BERLIN

CAPITOL

SYLVIA SIDNEY
HERBERT MARSHALL in

Accent on Youth

"SMART GIRL"

with Ida Lupino, Kent Taylor

LOEW'S

CLOSED

for Complete Renovation
and Redecoration

PRINCESS THEATRE

GRACE MOORE in

"Lose Me Forever"

Added Attraction

"EIGHT BELLS"

With RALPH BELLAMY

10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nap-
pes, Napkins, Serviettes de bar-
biers, etc., et tout autre article à
l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurant
Tél.: CLairval 2230

The
Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—
Fire Alarm and Police Signalling
Systems — Radio Transmitting and
Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are
manufactured in Canada
by Canadian Workmen, at
our six modern Refineries
one of which is located at
Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED

DEMANDEZ

LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

149 ANS

Brewed in Montreal
since

149 YEARS